

Sandrine Cosserat

# Irrésistiblement Vôtre !



---

## **Un projet pour les Alpes de Haute-Provence**

Préface de Joël Giraud, Secrétaire d'État à la Ruralité



Essai

Sandrine COSSERAT

## **Irrésistiblement vôtre !**

Un projet pour les Alpes de Haute-Provence

Essai

Sandrine COSSERAT  
sandrine.cosserat@qualiance.fr

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2020,

Trop d'ouvrages parlent des territoires de manière abstraite et désincarnée. Trop d'auteurs dissertent sur les politiques à mettre en œuvre sans connaître les réalités du terrain. Le livre que vous tenez dans vos mains ne présente aucun de ces défauts. En cela, il est rare et précieux. Il a ravi l'élu de montagne que j'ai été et instruit le membre du Gouvernement que je suis.

Cet essai est d'abord et avant tout une déclaration d'amour d'une élue pour son territoire. L'auteure, dont les racines sont pourtant – *comme elle le révèle elle-même* – « normandes-bretonnes-parisiennes » a choisi de lier sa vie aux Alpes de Haute-Provence, un département au patrimoine naturel exceptionnel que l'on appelait autrefois les Basses-Alpes. En tant que voisin des Hautes-Alpes, je comprends l'attachement et même la passion de l'auteure pour son territoire et ses habitants. Et je connais aussi la sincérité de ses combats.

L'ouvrage est riche de réflexions et d'observations qui ont été nourries par l'expérience acquise aux contacts des habitants de la commune de Volonne, dont l'auteure est maire depuis 2014. Les analyses et propositions qu'elle formule s'appuient sur des constats lucides et documentés. Elle n'élude aucune des difficultés auxquelles sont confrontés les territoires de montagne et à dominante rurale. Bien au contraire, elle les examine, les dissèque tel un médecin à la recherche du bon remède. La fracture numérique, les

## Préface

carences de la desserte ferroviaire, les fragilités du tissu économique sont étudiées sans complaisance.

Les solutions proposées n'en sont que plus convaincantes. Elles s'appuient sur une description fine et perspicace des atouts du département des Alpes de Haute-Provence : un territoire à dimension humaine et un lieu de nature préservé.

Je partage pleinement la conviction de l'auteure selon laquelle « les regards ont changé sur ce qui fait la force d'un territoire ». Nous assistons à une forme de renaissance de la ruralité. Nos concitoyens aspirent à un cadre de vie plus sain. Dans le même temps, avec la montée des enjeux environnementaux, les pouvoirs publics ont pris conscience de tous les bienfaits que la nature procure gratuitement à la collectivité. Il était temps !

La ruralité est une chance pour la France. Disons-le, l'État a peut-être négligé cette évidence par le passé. Tel n'est plus le cas désormais. La création d'un secrétariat d'État dédié à la ruralité en témoigne. Je le mesure quotidiennement au sein du Gouvernement puisque je suis chargé du suivi et de la mise en œuvre de l'Agenda Rural, un grand plan national en faveur des territoires ruraux comprenant 181 mesures.

L'État accompagne les territoires, apporte des financements, renforce les moyens en ingénierie dont l'auteure souligne à juste titre l'importance.

Pour autant, l'État ne peut pas se substituer aux initiatives locales. Les idées et les projets doivent venir du terrain. C'est pourquoi, le pays a besoin d'élus enthousiastes qui savent valoriser les atouts et les spécificités de leur territoire. Sandrine Cosserat en fait partie !

Puisse cet ouvrage contribuer à tracer les chemins d'espérance dont la ruralité a besoin pour se réinventer.

Joël Giraud  
Secrétaire d'État à la Ruralité



## **NOTRE MONDE CHANGE**

Il change à vive allure.

Quatre générations se côtoient. Leurs regards portés sur ce monde différent et les priorités de vie divergent aussi.

Nous réalisons que nous évoluons dans un espace globalisé, qui intensifie les flux, qui réduit les distances, qui mêle les cultures, qui opère une uniformisation de nos modes de vies, et qui questionne notre identité.

Nous réalisons que nous avançons dans un monde de plus en plus connecté, transformant profondément nos organisations, nos métiers, suscitant l'autonomisation et l'innovation, nous poussant, bon gré mal gré, à nous adapter.

Nous réalisons que nos modes de vie ont une empreinte écologique croissante, devenue insoutenable pour la planète, et que les vertus de la sobriété sont maintenant à explorer.

Nous réalisons que la biocapacité de la terre est limitée, que de nombreuses ressources naturelles sont non-renouvelables, en partie épuisées ou menacées, que la baisse de leur prélèvement et une utilisation plus respectueuse de la nature sont indispensables.

Connectivité, sobriété, technologies propres, nouvelles mobilités, agroécologie, participation citoyenne... sont clairement les enjeux d'aujourd'hui et de demain.

## LA NOTION DU BONHEUR A CHANGÉ

*La montée d'une génération plus tolérante,  
plus cosmopolite et moins consumériste,  
interroge nos modèles de société.  
Cette génération s'interroge sur la facture carbone,  
ne souhaite plus forcément s'enrichir  
ni avoir du pouvoir pour le pouvoir,  
elle veut une vie plus harmonieuse,  
moins nocive pour la planète.*

Jérémy Rifkin

Pour la génération de mes parents, il semble que la qualité de vie, le « bien-vivre » dépendait dans une large partie de la réussite matérielle: être propriétaire, posséder sa maison et sa voiture, avoir un emploi stable, réussir sa carrière, consommer toujours plus, croître sous toutes ses formes... Et l'action politique a, bien entendu, cherché à satisfaire ces désirs, vécus comme des besoins fondamentaux.

L'emploi, le pouvoir d'achat, la création de biens restent bien sûr ancrés dans les aspirations de nos concitoyens. Pour autant, les jeunes générations partagent-elles ces valeurs traditionnelles ou tendent-elles vers de nouvelles aspirations, particulièrement mises en relief en cette période d'austérité liée à la crise sanitaire ?

Comme l'étude « Génération 2050 » le révèle, nos jeunes mettent désormais en avant *l'être* plutôt que *l'avoir*,

l'usage plutôt que la propriété. Ils sont moins préoccupés par l'argent, l'accumulation de richesses, la performance et le succès au travail. Ils voient plutôt dans la vie sociale et culturelle, dans la santé, la famille et les amis, les clefs d'une vie heureuse. Ils valorisent la protection de l'environnement, la justice sociale, l'équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Ils développent aussi un autre rapport au temps. Ils veulent en disposer plus librement que nous et, c'est indéniable, ils ne peuvent concevoir une vie qui ne soit pas connectée.

Pour les jeunes et les moins jeunes, une attente émerge, celle de choisir son mode de vie et de donner un sens à son existence, quel que soit l'état du monde et ses contraintes.

Dans les défis de demain, nous plaçons bien sûr l'emploi pour tous, mais la place du travail, si elle reste un sujet de haute vigilance, ne constitue plus un projet en soi exclusif d'autres enjeux.

Quant au pouvoir d'achat, la capacité à assurer une autonomie pour soi et pour les siens, il demeure certes un incontournable de nos préoccupations. Toutefois, mis à mal pour de nombreux Bas-Alpins - *victimes des effets de la pandémie et des deux vagues de confinement*, beaucoup sont aujourd'hui contraints de porter un regard sélectif sur leurs besoins moins essentiels. La tendance anti-gaspi émerge et nous devons nous accommoder désormais d'une recherche de sobriété qu'imposent les nouveaux défis sociétaux.

En économisant les ressources, en réduisant les dépenses d'énergie, en consommant moins de biens, en recherchant des modes de distribution locaux, en mutualisant tout ce qui peut l'être, en développant le télétravail qui réduit les coûts de mobilité... Les nécessaires économies se font jour, pour les ménages, pour les entreprises et pour les collectivités.

## **NOS PRIORITÉS ONT CHANGÉ**

Quels sont les sujets qui prennent alors plus d'importance à nos yeux ?

Les enjeux augmentent significativement dans le domaine de la santé - *ces derniers mois plus que jamais, au cœur de la pandémie mondiale de la COVID19, ayant emporté l'arbitrage de confinements "quoi qu'il en coûte"*. La santé devient une préoccupation en termes d'accès aux soins. Elle s'accompagne d'un intérêt pour une alimentation saine, dont l'origine est tracée, et où les circuits courts prennent tout leur sens.

La préservation de notre environnement est devenue une évidence et une priorité.

Le postulat selon lequel l'aménagement de notre territoire et nos choix de vie ne doivent pas hypothéquer ceux des générations à venir, gagne du terrain.

Pour répondre aux défis et aux aspirations d'une société plus soucieuse de son environnement, il est clair que nos organisations doivent offrir aux citoyens des solutions efficaces pour réduire, trier et recycler leurs déchets, pour consommer moins d'énergie, pour économiser leurs déplacements et doivent encourager les entreprises à développer des process industriels écologiquement efficaces.

Cette réorientation de l'économie vers l'écologie implique aussi de rechercher de nouvelles façons de vivre, créer de nouveaux métiers et faire émerger de nouvelles formations.

Ce qui émerge aussi, c'est le besoin de sens. Dans le projet de vie, le collectif regagne du terrain, prend des formes nouvelles. La société du « chacun pour soi » semble avoir atteint son niveau limite au profit de la recherche du « vivre ensemble » avec de nouveaux codes, de nouveaux outils. Nous voyons naître des démarches participatives et de nouvelles façons de vivre sa citoyenneté. Les solutions numériques ouvrent le champ des possibles.

Nous devons participer activement à cet avènement, celui d'une intelligence collective, celle du plaisir de « faire ensemble ».

## **NOTRE DÉPARTEMENT AU CŒUR DE CES CHANGEMENTS ?**

Après cette année singulière, théâtre d'une crise aux conséquences lourdes sur notre mode de fonctionnement collectif, mettant en exergue les inégalités sociales, questionnant notre mode de vie, portant aussi sans doute des opportunités, nous obligeant à revisiter nos fondamentaux et à revoir nos priorités...

Au cœur des bouleversements mondiaux : climatiques, économiques, sanitaires et sociétaux...

A l'aune des nouvelles aspirations du bien-vivre : maîtrise de son temps, décélération, sérénité, lien, santé, sens et spiritualité...

### **Comment va s'adapter et se révéler notre territoire bas-alpin ?**

Il se pourrait que notre département, grâce à la relative sobriété de nos modes de vie, grâce aux énergies présentes, grâce à ses caractéristiques géo-politiques, soit un magnifique terrain d'expérimentation du bien-vivre.

Notre façon de l'aménager et de l'animer doit intégrer les défis de demain : consommer autrement, vivre dans un environnement respectueux de la nature, adapter le système éducatif, mettre la technologie au service de la santé, réussir l'inclusion sociale et faire en sorte que chacun trouve sa place d'homme... ou de femme.

Ma conviction est que nos plateaux, monts et vallées ont un incroyable potentiel pour être des terres de bien-vivre au regard des défis de ce nouveau siècle et des nouvelles aspirations de nos contemporains et générations montantes.

Quel est ce potentiel ?

Comment le révèle-t-on ?

Quel rôle peuvent y jouer les habitants et leurs élus ?

Le sens de cet essai est de préciser **cette vision** d'un territoire qui pourrait combiner la sobriété avec le désirable et l'épanouissant... et d'en expliquer les pistes concrètes de mise en œuvre, **le projet**.

Cet essai, je l'écris après avoir accompli six années de mandat en tant que Maire de Volonne - réélue en mars 2020 - et Conseillère Départementale du Canton de Château-Arnoux-Saint-Auban, et une vingtaine d'années d'actions et réflexions sur le développement économique et l'aménagement de notre territoire bas-alpin, en tant que citoyenne, entrepreneuse et acteur politique des Alpes de Haute-Provence.



# **Une vision : NOTRE TERRITOIRE A 40 ANS D'AVANCE**

Les ressorts et l'attractivité de nos territoires, à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, sont considérablement remaniés et à revisiter. Nos modes de vie et leurs conditions sont bouleversés par de multiples révolutions : numérique, sociale, écologique... Notre territoire des Alpes de Haute-Provence peut et doit se transformer et révéler plus encore ce qu'il a déjà d'attractif pour devenir la terre de bien-vivre à laquelle nous aspirons.

## **Bien vivre dans nos Alpes de Haute-Provence**

C'est un fait, de nombreux Bas-Alpins ont fait le choix de vivre ici, sans y avoir forcément des racines, des aïeux... Ils se sont posés là, par choix, plutôt dans nos villages que dans nos villes.

C'est le cas de nombreux retraités qui décident de s'installer chez nous, à la recherche d'une quiétude, de soleil et de nature. Cette tendance augmente d'année en année et participe à l'augmentation de notre population départementale, à son vieillissement aussi, alors que la natalité est en baisse continue.

C'est aussi le choix de jeunes couples, qui s'y installent malgré la difficulté d'y trouver un emploi. Parmi eux des jeunes du Pays, que les études ont un temps éloigné et qui décident et décideront de plus en plus de revenir y vivre.

Ce choix, je peux en témoigner. Il y a 25 ans, alors que mes racines sont plutôt normandes-bretonnes-parisiennes, et toulonnaises pour mon mari... nous décidions de nous installer, de fonder notre foyer, de faire notre vie ici. Attirés par ses paysages, sa taille humaine, la vie de village, nous adoptions, avec mon mari, les Alpes de Haute-Provence, Sisteron, Salignac, puis assez vite Volonne.

Bien sûr, j'ai eu la chance d'y avoir un emploi... mais quand mes choix professionnels m'ont menée ailleurs, à Marseille, Paris et au-delà, j'ai continué de vouloir offrir ce cadre de vie à mes enfants. Pas question de quitter ce territoire serein. Venant de banlieue parisienne, ce que j'y recherchais, c'est notamment une vie quotidienne où l'on connaît ses voisins, où l'on se salue dans la rue, où l'on s'investit dans des associations et où l'on vit ensemble, à un rythme apaisé.

Guidés par de nouveaux choix de vie, il se pourrait que vivre dans notre département présente de nombreux avantages et attire des habitants venus d'ailleurs... Quels sont les atouts de notre département à préserver et développer? Quelles sont ses fragilités sur lesquelles nous pouvons et devons agir?

## **Des fragilités à transformer**

Notre entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle est sous tension. Sociales, sanitaires, environnementales et économiques, ces tensions sont de plus en plus perceptibles et nous amènent à sérieusement questionner notre modèle de société.

### **Des tensions sociales qu'il faut entendre**

Les signaux d'une crise sociale et démocratique s'amplifient depuis une dizaine d'années.

En France, dès novembre 2018, avec le mouvement des Gilets Jaunes, c'est un mouvement de colère et de protestation sans précédent qui a déferlé dans les rues de nos villes, mais aussi sur les ronds-points de nos territoires ruraux.

Le taux d'abstention aux élections, après avoir été un signal faible, est devenu un signal fort lors des dernières municipales... à quel vote se vouer ?

À l'international, d'autres signaux forts sont apparus, avec des votes sanctions: Trump - *qui révèle plus que jamais, en sa fin de mandat, ses égarements anti-démocratiques* -, Salvini, le Brexit, toutes formes d'expression d'un refus du monde dans son mode actuel, accompagnée d'une forme de radicalité qui doit nous interpeller.

Ces signaux pointent un autre enjeu fort, une tâche essentielle de notre génération, celle « d'empêcher que le monde ne se défasse » socialement.

En France comme dans le monde, les écarts entre privilégiés et défavorisés se creusent au fil des ans – toujours plus d'inégalités. Cette réalité touche particulièrement les ouvriers, les employés, les commerçants et les retraités.

Dans un département comme les Alpes de Haute-Provence, où la part des retraités est importante, ce malaise s'est exprimé clairement lors de la consultation citoyenne de décembre 2018. Plusieurs collectivités du département ont organisé un recueil des doléances.

En un mois, à Volonne, nous avons collecté 12 contributions, qui représentaient 17 pages de doléances : impôts trop élevés, services publics trop éloignés, salaires trop faibles pour vivre dignement, injustices et sentiments d'injustice, méfiance voire défiance sur le fonctionnement de nos institutions...

Si les réponses ne sont pas toutes locales, j'affirme que nous pouvons jouer un rôle clé dans nos villes et villages pour apporter des réponses à ces attentes. À Volonne, ce qui nous a importé le plus dans notre premier mandat, aura été d'apporter aux Volonnais des services, des espaces qui leur correspondent, des temps citoyens et des animations pour plus de lien social.

*« Dans une société bienveillante envers les plus fragiles,  
c'est tout le monde qui vit mieux. »*

FÈVE

Notre département n'échappe pas à une précarisation des plus démunis, qui s'exprime par l'isolement social, des difficultés croissantes dans l'accès au logement, l'accès aux soins, l'accès aux droits, l'accès à l'éducation, l'accès à l'emploi... et c'est la mission n° 1 de notre conseil départemental de faire vivre ces solidarités qui doivent permettre d'éviter le décrochement social et le sentiment d'exclusion. Un portage politique fort est indispensable en la matière.

Un peu plus d'un tiers du budget annuel de fonctionnement de notre conseil départemental y est consacré, regroupant la Protection Maternelle Infantile - *PMI* et l'Aide Sociale à l'Enfance - *ASE*, l'Aide Sociale aux Adultes - *ASA*, notamment dans le cadre du handicap avec la Prestation de Compensation du Handicap - *PCH* et l'Allocation Adulte Handicapés - *AAH* et aussi, dans le cadre de l'avancée dans l'âge, en proposant l'Allocation Personnalisée d'Autonomie - *APA*, en organisant des actions en faveur de la bientraitance et en accompagnant la modernisation des Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes - *EHPAD*. Le conseil départemental intervient enfin pour l'insertion sociale avec la gestion du Revenu de Solidarité Active - *RSA* pour ses actuels 4200 allocataires, et des comités locaux d'insertion. Sa mission est également essentielle pour que vive sur notre territoire un plan d'action de lutte contre la pauvreté.

Ses services n'ont pas qu'une vocation de guichet, de simple relais de fonds entre l'État et les bénéficiaires. L'enjeu est profondément humain: les agents, très engagés, accompagnent l'accès aux droits, assurent la prévention, la recherche maximale de sortie de la précarité, la recherche d'autonomie des bénéficiaires, l'accompagnement par des relais locaux, par le secteur de l'économie sociale et solidaire et via l'insertion par l'emploi.

Pour améliorer l'inclusion des familles et des individus fragilisés, et en particulier les plus jeunes, nous devons prendre le temps de les connaître, de créer un climat de confiance, d'organiser des conditions de vie décentes, travailler sur l'égalité des chances, l'accès aux services et aux soins, encourager les démarches solidaires... C'est un regard plein d'humanité qui doit être porté sur les personnes concernées par cette compétence essentielle de notre département: une condition d'efficience contre la précarisation, la voie vers l'équité sociale. Un projet politique est nécessaire pour progresser de l'assistanat vers l'inclusion.

## **Une crise sanitaire qui nous sidère**

Pouvait-on imaginer, il y a moins d'un an, que nous ne nous embrasserions plus, que nous devrions vivre éloignés de plus d'un mètre les uns des autres et rester, plusieurs semaines durant, chez soi, en délaissant toute activité en présence de nos familles, de nos amis, de nos collègues... pour se protéger mutuellement ?

Notre faible densité nous a fait résister un peu plus que nos départements voisins à la seconde vague de l'épidémie de COVID-19. Nous avons gagné quelques jours sur les mesures de couvre-feu, qui n'ont pu toutefois empêcher un re-confinement à l'échelle du pays.

Nous ne mesurons pas encore les multiples impacts à moyen et long terme sur nos vies de ce choc sanitaire mondial, mais à court terme ils sont déjà énormes. Il métamorphose notre quotidien, notre relation à l'autre, nos façons de travailler, nos mobilités... et nos rêves.

Nous avons tout mondialisé, les épidémies aussi.

Puisse cette crise commune, créer la recherche à l'échelle mondiale, de solutions communes. Nos maux naissent aussi de la difficulté des états à se fixer des objectifs communs, comme en témoignent les presque-échecs des COP successives et des Accords de Paris lors de la COP21 en 2015, qui, s'ils éveillent la prise de conscience globale sur le changement climatique, échouent sur le caractère contraignant des accords et l'engagement des états.

Soit nous subirons des replis sur soi, ce qui semble malheureusement être activement à l'œuvre pour certains pays et continents.

Soit nous vivrons des solidarités territoriales nouvelles, pour faire face aux conséquences sociales et économiques de cette crise mondiale. Cela semble être le cas pour l'Europe avec son plan de relance 2021-2027 : *Next Generation EU*, injectant 750 milliards d'euros pour pallier les effets de

la crise et investir de manière massive dans la transition écologique et pour nous permettre de dépasser nos modèles économiques classiques.

*« Le plan de relance transforme l'immense défi auquel nous sommes confrontés en une opportunité, non seulement en soutenant la reprise, mais aussi en investissant dans notre avenir : le Pacte Vert pour l'Europe et la numérisation stimuleront l'emploi et la croissance, la résilience de nos sociétés et la santé de notre environnement ».*

Ursula von der Leyen, 27 mai 2020

C'est peut-être à travers ce type de crises, symptômes de dysfonctionnements de notre modèle économique, fait de libre-échange et de commerce mondial à tous crins, que nous apprendrons à faire face ensemble... et à changer. Ces changements sont désormais appelés pour relocaliser notre industrie, revenir à une souveraineté dans les domaines alimentaires et de la santé.

À l'échelle de notre département, nous pouvons et nous devons participer à ces changements. L'enjeu pour nous est de travailler ensemble, les communes, les intercommunalités, le département, les services de la Région, l'État, nos entreprises, nos associations, chaque habitant... pour mettre à l'œuvre les transformations appelées et financées dans les Plans de Relance, de l'Europe, de l'État et de la Région.

Notre Conseil Départemental, au côté des communautés de communes et d'agglomération, a un rôle tout particulier à jouer pour rendre ces Plans de Relance opérants chez nous.

Je voudrais aussi rappeler son indispensable implication sur le sujet précis de l'accès aux soins.

Après les opérations de concentration des services hospitaliers, nous constatons une désaffection de la médecine libérale de proximité notamment par le vieillissement des professionnels de santé qui assuraient notre « médecine de campagne » et qui peinent à se faire remplacer. Nos professionnels de santé recherchent de nouvelles façons d'exercer, moins seuls, plus connectés.

Si les Maisons de Santé Pluriprofessionnelles sont parfois la réponse et démontrent leur attractivité, elles ne sont pas la bonne réponse sur tous nos villages et là encore nous devons innover. Les permanences médicales dans les centres médico-sociaux, une médecine itinérante, l'expérimentation d'une télémedecine assistée par des infirmiers...

La désertification médicale n'est pas une fatalité. Comme est organisée une commission de présence postale, notre département devrait organiser une commission de présence médicale, un espace de concertation et de soutien au maillage de l'accès aux soins sous toutes ses formes.

## **Des collectivités qui peinent à investir et qu'il faut soutenir**

Changer, se transformer, cela coûte et nécessite d'investir. Nos petites communes en ont-elles les moyens ?

L'Europe et l'État, dans le cadre du Plan de Relance, mettent des milliards d'euros sur la table, mais les collectivités sont-elles en situation de les mobiliser ? En particulier nos communes rurales ?

Il y a une double condition à cette mobilisation : d'abord avoir des projets ficelés et ensuite disposer de la part d'autofinancement qui permet de les engager.

Si les 2 conditions ne sont pas réunies, nos communes ne pourront pas être des acteurs clés de la relance, des investisseurs de première ligne pour la transformation de notre pays... Figées, elles regarderont alors passer le train de la transition.

## **Une capacité d'autofinancement qui s'est sensiblement tarie**

Pour stimuler nos investissements communaux en milieu rural, des enveloppes sensiblement croissantes nous alimentent chaque année, fléchées sur l'équipement - *DETR*, *DSIL*... Toutefois, elles ont été financées par la réduction sur la période 2014-2017 des différentes dotations de fonc-

tionnement de l'État. Cette réduction assez drastique a nécessité, dans chaque commune, des "serrages de ceinture" et a diminué parfois fortement la capacité des villages à dégager les marges d'autofinancement nécessaires à l'investissement.

Les communes ont le sentiment d'avoir payé un lourd tribut lors de ces baisses de dotations, et s'inquiètent désormais de la perte du levier de l'impôt, suite à l'actuelle suppression de la taxe d'habitation - *toute compensée soit-elle*. Le seul levier de l'impôt sur le foncier, souvent limité dans son potentiel de progression par un niveau du taux déjà relativement haut, devient assez limitant. Comment retrouver des marges de manœuvre ?

La situation nous oblige : il nous faut maîtriser, et même baisser nos dépenses de fonctionnement pour dégager la part d'autofinancement qui nous permettra de continuer d'investir, moderniser nos villages... et de faire travailler nos entreprises.

### **Pour ficeler nos projets : un besoin d'ingénierie**

L'ingénierie de projet, technique et financière, est essentielle et ne doit pas être le privilège des métropoles et territoires, dont les moyens les rendent les plus aptes à la financer. C'est un combat de nos territoires ruraux que de solliciter les études, le soutien en ingénierie pour que nos projets soient bien pensés et prêts à être financés. Aujourd'hui, nous en manquons cruellement... Il va être

assez difficile de présenter des projets pour nos petites communes aux financements du plan de relance : pas assez prêts, pas assez gros...

Le département a un rôle essentiel à jouer dans ce soutien à l'ingénierie. Il l'exerce historiquement sur l'eau et l'assainissement, mais, comme nombreux autres, notre département doit développer une ingénierie territoriale plus opérante sur les autres sujets à enjeux de notre temps : le soutien des communes dans la couverture numérique - fibre et 4G et dans les usages numériques qui en découlent, la sécurisation des ouvrages d'art et infrastructures routières, les mobilités alternatives en milieu rural, l'anticipation du réchauffement climatique pour l'avenir de nos stations de sports d'hiver, pour l'avenir des peuplements de nos forêts, la résorption des friches, la rénovation thermique de nos bâtiments publics, les économies sur l'éclairage public, le développement maîtrisé des énergies renouvelables et de leurs filières économiques...

Cette solidarité territoriale est une compétence essentielle de notre département qui, peut-être plus qu'ailleurs, doit être totalement à l'œuvre dans notre territoire rural. Il s'agit d'être le partenaire de confiance, disponible auprès des communes pour les aider à prendre les premières décisions, les orienter vers les bons interlocuteurs, débloquer les freins administratifs, donner des modèles de cahier des charges, massifier des dossiers pour obtenir des aides...

Je voudrais que notre département pour les années à venir, en ces temps où tout passe par la contractualisation

et oriente les financements et la capacité à les capter vers les intercommunalités, joue pleinement ce rôle d'animateur de la solidarité territoriale pour continuer d'accompagner nos villages dans leur transition.

## **Les enjeux globaux environnementaux qui nous dépassent... mais nous rattrapent !**

L'humanité vit largement au-dessus des moyens que lui offre la nature. Cette année, le jour du dépassement mondial était le 22 août 2020. À cette date l'humanité avait dépensé l'ensemble des ressources que la Terre peut régénérer en un an... Les quatre derniers mois de l'année, nous vivons dans le rouge.

La Méditerranée et les Alpes sont parmi les régions les plus vulnérables au changement climatique. Le GIEC - Groupement d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat - qui prévoyait une hausse des températures de 2 à 3 °C en région méditerranéenne à l'horizon 2050, et de 3 à 5 °C à l'horizon 2100, revoit ses prévisions à la hausse, notamment dans nos zones montagneuses. Les conséquences du dérèglement climatique sont de plus en plus perceptibles dans notre quotidien bas-alpin.

Les épisodes pluvieux d'intensités nouvelles, les pluies torrentielles destructrices et les inondations associées, - 5 morts et de nombreux disparus, près d'un milliard d'euros de dégâts, dans les vallées de la Vésubie, de la Tinée et de la Roya, dans les Alpes-Maritimes suite au passage de la

tempête Alex - révèlent les dangers de l'imperméabilisation de nos sols, soulignent les erreurs passées dans les choix d'aménagement et imposent une meilleure gestion locale et globale des eaux pluviales.

Les canicules plus fortes et fréquentes ont des effets préoccupants : pénurie d'eau, dessèchement des terres et impact sur notre agriculture, nos forêts, nos constructions, mouvements de terrains – *nous avons tous en tête le malheureux épisode de l'effondrement d'un pénitent aux Mées* –, feux de forêts – *lourds tributs à Pierrevert, Esparron, Saint-Martin de Brôme et Manosque...* –, décès précoces, déséquilibres et réduction drastique de la biodiversité, prolifération d'espèces nuisibles...

L'élévation globale des températures questionne la fonte de nos glaciers hauts et bas-alpins, la durabilité de nos retenues collinaires, l'avenir de nos infrastructures de tourisme d'hiver – *nos 9 stations de ski alpin et 6 sites de ski nordique*.

Le mix des températures, précipitations et usages massifs d'intrants et labours, participent à l'érosion et à la perte de fertilité des sols et nous imposent aussi de transformer nos pratiques agricoles – *pour exemple l'expérimentation d'agroforesterie et de couverts végétaux à Valensole sur les lavanderaies*.

Les ressentis locaux de ces phénomènes globaux sont devenus des réalités quotidiennes. Ces menaces doivent être prises en compte dans les politiques des communes, des intercommunalités et finalement de toutes les collectivités.

Provence Alpes Agglomération a récemment étudié, sous l'impulsion des écologistes dignois et en co-construction, la possibilité d'une motion de "Déclaration d'Urgence Climatique" précisant les actes et les moyens de mobiliser les acteurs du territoire pour œuvrer contre le changement climatique. Le 15 octobre fut un moment fort, c'est à l'unanimité que les élus de l'agglomération ont voté cette motion pour agir. Notre département peut et doit aussi s'engager dans ce sens. Il doit poser les bases de son engagement pour la sécurité et la santé de ses habitants, de son territoire et, faire sa part pour la planète

C'est tout un travail social qu'il faut accompagner pour sensibiliser aux économies d'eau, à la prise en compte du confort d'été dans la construction et l'urbanisation, aux réductions de consommation d'énergie.

Une réflexion politique et économique doit s'intensifier sur les impacts de ces dérèglements climatiques sur nos activités touristiques et agricoles, sur les chantiers à lancer pour maîtriser les risques d'inondations...

Nos modèles et la continuité de nos cycles économiques et naturels sont clairement bousculés. Nous sommes dans des situations de devoir réagir et nous adapter, faute d'avoir lutté suffisamment à temps contre les causes de ces grands changements.

Nous ne sommes pas les plus impactés. Chez nous, respirer, boire, se nourrir, sont des essentiels dont nous bénéficions encore pleinement.

Néanmoins, bien respirer est déjà parfois sensiblement compromis par des pics de pollution à l'ozone remontée des métropoles du sud et soufflée des plaines d'Italie.

Terre de sources, nous avons le privilège d'eaux de qualité globalement meilleures que les moyennes françaises, mais nous n'échappons pas à la nécessité de contrôles réguliers et exigeants pour éviter leurs pollutions diverses. Nous devons veiller à préserver notre "or bleu", entretenir notre exceptionnel patrimoine de l'eau - *canaux d'aspersion, canal de Manosque, plans d'eau, retenues collinaires, seuils et évacuateurs de crues*, et maintenir sa gestion dans le domaine public.

Quant à bien se nourrir, il faut reconnaître que nous ne manquons de rien. Nous avons la chance d'être une terre vivrière, qui produit beaucoup de denrées de qualité. Notre vigilance doit toutefois s'exercer sur cette qualité, la traçabilité des intrants, le maintien de la propriété et de la qualité de nos terres, la recherche d'une alimentation équilibrée pour la santé, privilégiant et valorisant les produits à moindre impact environnemental comme les légumineuses, et en soutenant le « consommer local ».

L'évolution du monde nous montre que nos conditions de vie sont altérées, moins ici que dans bien des lieux sur la terre, et que nous devons tout mettre en œuvre pour veiller à les préserver, que l'écologie n'est plus un luxe mais une nécessité vitale pour tous.

Notre résilience, notre capacité à faire face au choc, à l'ab-

sorber, à s'adapter, est un des défis de notre département. Cette vision s'appuie sur ma conviction que nous avons les moyens de cette résilience, et particulièrement à travers la culture rurale, le sens de la sobriété et l'attachement au vivant de ses habitants.

Si un certain nombre d'enjeux nous dépassent, nous sommes en capacité d'agir à notre échelle départementale. Nous devons être observateurs et pleinement conscients de ces enjeux de préservation de nos conditions de vie, les analyser et les intégrer dans notre vision, dans nos outils de planification: schémas de cohérence territoriale - *SCoT*, Plans Climat Air Énergie Territoriaux - *PCAET*, schéma des énergies, chartes de gestion forestière, plans locaux de gestion de nos déchets ménagers, plans d'alimentation territoriaux... et autres schémas à venir...

**Et surtout, ce que nous planifions, nous devons le mettre en œuvre !**

Dans les Alpes de Haute-Provence, les consommations d'énergie ramenées à l'habitant nous placent en seconde position la plus élevée de PACA, après les Bouches du Rhône... due à nos déplacements en voiture individuelle et nos besoins de chauffage... trop de "passoires thermiques". Notre département doit s'engager activement dans la réduction de son empreinte écologique.

En 2016, sous prétexte des effets de la loi Notre, le conseil départemental a abandonné de nombreux pans de son

engagement pour la transition écologique, notamment son Agenda 21, son schéma des énergies nouvelles et il a largement réduit l'envergure de son Plan Climat : c'est une erreur, un anachronisme.

Le développement des énergies renouvelables - *ENR* et le soutien des initiatives de l'économie circulaire ne sont pas des sujets qui relèvent du seul développement économique, ce sont aussi et avant tout, des sujets environnementaux et de solidarité territoriale. Plus que jamais, notre département a un rôle à jouer pour soutenir ces dynamiques sur nos territoires.

Je pense bien sûr au projet Hygreen de la DLVA qui concernera bientôt aussi les territoires adjacents pour la production d'hydrogène, par le besoin en production photovoltaïque - *et ses conséquences foncières* et aussi pour les usages de l'hydrogène dans la mobilité. Une concertation au niveau départemental devient incontournable et urgente pour avoir une vision partagée et adaptée, de ce déploiement du photovoltaïque dans notre département. Cette vision doit également être concertée avec les habitants, une condition *sine qua non* d'un développement maîtrisé et d'une acceptabilité citoyenne.

Je pense évidemment aux projets de méthanisation territoriale qui doivent être pensés dans une approche public-privé, en évitant les concurrences entre intercommunalités, à l'heure où l'élévation exponentielle de la taxe sur les activités polluantes rend enfin inéluctable de valoriser nos déchets fermentescibles.

Je pense aussi au développement des réseaux de chaleur et du bois-énergie, aux projets de mobilités électriques, aux services d'aide à la rénovation énergétique... Il est urgent que notre département se remette à l'ouvrage et travaille avec ses intercommunalités sur ces sujets, dans un rôle d'écoute des projets et de coordination..

## **Des emplois à créer...**

Si l'attractivité résidentielle est forte dans notre territoire, notamment pour les retraités, l'attractivité économique et surtout industrielle, reste fragilisée par l'éloignement géographique des plateformes logistiques et par les difficultés de recrutement - Les conjoints n'étant pas toujours à même de trouver un emploi dans le département, quand l'un d'eux y a une offre intéressante.

Cela n'a toutefois pas empêché plusieurs pépites de démontrer que notre département est une terre d'entrepreneuriat et d'excellence.

Notre économie est tournée vers les activités présentiellelles, la construction, le tourisme avec ses 14 millions de nuitées par an, l'agriculture avec ses 17 labels agricoles et première productrice de plantes à parfum de France. Ces secteurs du tourisme et de l'agriculture requièrent une grande part d'emplois saisonniers pas toujours faciles à pourvoir et à héberger.

Dans chacun de ces domaines, nous avons de très belles entreprises, une forte représentation de l'artisanat, un tissu

dense de très petites structures - *74 % de nos entreprises n'ont pas d'effectif salarié*: une économie agile, à taille humaine. Cette caractéristique fait que nous résistons plutôt mieux que d'autres territoires aux aléas des crises économiques, elle contribue à notre résilience.

Toutefois, nous ne pouvons pas occulter que nous faisons face à un manque global d'emploi sur notre territoire. De ce fait, nous sommes touchés par un taux de chômage important, plus important que chez notre voisin haut-alpin et un enjeu fort de notre territoire est de maintenir et développer nos emplois.

Ce sont un peu plus de 16 000 demandeurs d'emploi qui sont recensés chez nous, plus de femmes que d'hommes. Près de la moitié, 8 000 d'entre eux, sont des chômeurs de longue durée et 2 000 ont moins de 25 ans.

Particulièrement sur ces 2 dernières catégories, une politique volontariste, de tous les acteurs de notre territoire, s'impose. Le défi de l'emploi, pour nos jeunes de 16 à 25 ans, doit nous mobiliser pleinement au sein de La Mission Locale, acteur clé de l'orientation et de l'accompagnement de nos jeunes.

Nous disposons aujourd'hui, d'un excellent opérateur, notre Agence de Développement Économique et Touristique - l'ADO4, née d'un heureux mariage entre la mission de développement économique et l'agence départementale de développement touristique. Son rôle est de renforcer l'attractivité et le rayonnement économique et

touristique des Alpes de Haute-Provence. Elle le fait avec conviction et efficacité et son rôle en cette année 2020 - *si pénalisante pour notre économie*, aura été capital et certainement décisif dans la réussite de notre saison touristique estivale.

Elle travaille aussi sur l'implantation d'entreprises, de PME et aussi d'ETI - entreprises de taille intermédiaire, notamment industrielles et nous a annoncé 30 installations d'entreprises exogènes en 2020, un résultat encourageant. Elle a identifié et travaille sur le développement de nos filières d'excellence et est devenue l'incontournable animateur de notre cohérence entreprise-territoire. Son rôle est essentiel pour accompagner nos défis pour l'emploi, celui de notre chômage actuel et, aujourd'hui plus encore, celui des conséquences économiques de notre crise sanitaire.

Pour agir, je pense que nous devons également regarder avec intérêt les politiques de l'inclusion qui sont à l'œuvre sur d'autres territoires. Notamment, la politique Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée - *TZCLD*.

Nous pouvons décider d'être un territoire engagé dans cette politique. Le modèle TZCLD a commencé à faire ses preuves en s'appuyant sur un réseau d'Entreprises à But d'Emplois - EBE, sur des bassins de vie de 10 000 à 15 000 habitants, autour de conseils locaux pour l'emploi.

La commune de Jouques, dans les Bouches du Rhône, qui comptait 8 % de sa population active en chômage longue durée, a fait ce choix en travaillant sur l'économie circulaire avec des recycleries, sur des activités de mise en

valeur du patrimoine agropastoral et architectural, des visites guidées, des créations d'objets artisanaux en bois, des toilettes sèches décorées, des opérations de débroussaillage... L'expérience, en plus de permettre un retour à l'emploi, s'est révélée une réussite en matière de lien social, développement du sens civique, et embellissement du territoire.

Il semble que la bonne maille pour lancer la démarche Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée est celle qui correspond à peu près à un canton chez nous. Nous pourrions être un département qui promeut et accompagne ces initiatives sur nos cantons, sur la base d'un volontariat local.

## **Une attractivité actuellement sélective**

De nombreuses expériences et observations m'ont convaincue que la transition pour devenir un territoire attractif du XXI<sup>e</sup> siècle est à l'œuvre dans notre département. Une attractivité que notre territoire doit à son cadre naturel préservé, à son ensoleillement, à sa faible densité, à la préservation de son tissu agricole...

Toutefois, nous ne pouvons pas nous contenter d'attirer essentiellement des couples à la retraite désireux de ce cadre de vie ou des touristes estivaux ou hivernaux. L'économie touristique « 4 saisons » et la « silver économie » sont certes séduisantes, mais elles doivent s'ajouter à d'autres formes d'activités qui attireront aussi des actifs de façon plus équilibrée dans notre département. Une op-

portunité est à saisir avec le développement de l'apprentissage en alternance pour former et fidéliser des jeunes dans nos entreprises et administrations.

Nous ne pourrions jamais construire durablement si tous nos jeunes les plus qualifiés sont obligés de quitter le département pour se former. Nous devons ardemment travailler de façon partenariale avec les chambres, les intercos, la Région, notre Agence de Développement et les filières économiques pour relocaliser des formations chez nous.

## **Un territoire où tout est loin**

Vivre sereinement, pour un grand nombre de personnes, c'est déjà ne pas avoir le sentiment d'être coupées du monde et d'être éloignées des services au public.

## **Quels sont ces services auxquels nous tenons tant ?**

La poste, les écoles et collèges, les médecins, les urgences, les pompiers, les gendarmes, la Caf, Pôle emploi, les trésoreries, les crèches ou autres modes de garde, les services à la personne, les services de retraites, les services sociaux...

Notre territoire s'est toujours battu pour faire valoir sa ruralité, la spécificité d'un territoire où tout est loin et où la mobilité est difficile. Nous avons historiquement réussi à préserver une densité de services qui, rapportée aux ha-

bitants, est certes parmi les plus élevées du pays mais essentielle. Nous habitons et nous gérons de grands espaces, des forêts, de l'eau et des rivières, des plaines agricoles, des pâturages, des espaces touristiques... Tous nos habitants qui ont la charge de faire vivre ces espaces, doivent avoir accès aux services de la République. Cet accès aux services doit continuer de mobiliser pleinement notre attention.

Notre département s'est doté, en 2017, comme la loi l'y engageait, d'un schéma d'amélioration de l'accessibilité des services au public, le SDAASP. Une vision claire, étayée, de nos besoins et un plan d'action essentiel pour la vitalité de notre territoire et pour le bien-vivre de nos habitants. J'ai eu l'honneur et le plaisir d'en superviser la réflexion et la rédaction.

Ce schéma traite des mobilités, de l'accès aux soins et aux services de secours, du déploiement du numérique, des maisons de services au public, de la carte des écoles et des collèges ruraux, de l'accès à l'emploi et à la formation... Il est doté d'un plan d'action qu'il est urgent de mettre enfin en œuvre, un outil essentiel pour faire vivre le soutien à nos habitants et les solidarités territoriales, il devrait être une des priorités de la solidarité et de l'action départementale sur nos cantons.

La plupart des services évoluent, ils utilisent des outils nouveaux. Sans tourner le dos à ces évolutions, nous devons nous assurer que ces services innervent toujours la totalité de notre territoire bas-alpin... et qu'ils restent accessibles.

## **L'enjeu essentiel de la mobilité...**

Vers les services, vers l'emploi, le long de nos 2445 km de routes départementales, sur nos 1234 ponts, à travers nos 21 tunnels... au long des périodes hivernales qui nécessitent un travail de viabilité important.

Reconnaissons-le, chez nous, l'enjeu de la mobilité supplante celui de la mobilité propre. Pas de service ou d'emploi sans mobilité. Il faut veiller à ce que chacun puisse se déplacer, a minima en voiture, ce qui n'est pas accessible à tous et partout.

Notre ambition, en plus d'assurer une mobilité classique, sera la recherche de nouvelles solutions de mobilités dans une perspective de réduction de nos gaz à effets de serre.

De quelles solutions disposons-nous aujourd'hui, pour bouger autrement qu'en étant seul dans sa voiture ?

Le nombre de gares ferroviaires dans notre département est très faible, un tiers des Bas-Alpins met plus d'une demi-heure pour y accéder, contre 5 % en moyenne en région. Et nous sentons que le transport collectif perd du terrain: bientôt 2 ans que la gare de Saint-Auban a brûlé et n'a pas été renouvelée, le TER ne se développe pas, les correspondances sont fragiles, des bus programmés parfois ne passent pas... Les taux de remplissage sont conséquemment relativement faibles et jouent en défaveur du maintien des lignes. Des formes nouvelles de transports collectifs doivent être inventées ici.

Chez nous, si la géographie et la faible densité ne sont pas particulièrement propices aux transports collectifs, quelques exceptions, comme les villes de Manosque et Digne-les-bains, les vallées de la Durance et de la Bléone, devraient voir émerger des solutions de mobilités collectives bas carbone, voire de mobilités douces, telles que les vélos à assistance électrique. Les flottes de Trans'Agglo - sur Manosque et la DLVA, et le TUD -*Transport Urbain Dignois* devraient naturellement migrer vers une motricité électrique, bio-GNV...et demain hydrogène...

Ailleurs, les solutions manquent. Pourquoi notre conseil départemental a-t-il abandonné abruptement Covoiturage04 ? Pourquoi s'est-il détourné de ce besoin essentiel de mobilité de nos habitants, alors que les intercommunalités n'étaient pas encore prêtes à prendre la relève de cet outil et que la mobilité s'exerce aussi entre plusieurs bassins de vie différents ? Nous devons inventer des mobilités nouvelles, utiliser des versions modernes de l'autostop, le transport à la demande, grâce à des applications de covoiturage repensées, adaptées à nos vallées.

Nous devons aussi travailler sur les mobilités solidaires pour ceux qui ont peu de moyens pour accéder aux essentiels : se nourrir, se soigner, aller vers l'emploi, accéder à leurs droits. Si ces études sont pertinentes à l'échelle des bourg-centres et communes avoisinantes, elles méritent d'être pleinement accompagnées par les structures sociales de ces territoires et par notre conseil départemental.

Aussi, si la question de la mobilité est première, elle ne doit pas effacer l'enjeu de l'éco-mobilité. Trouvons des solutions de mobilités plus propres.

Nos collectivités ont un rôle d'exemplarité tout particulier à jouer sur ce sujet en travaillant sur le plan de déplacement de leurs agents travail-domicile, sur des flottes électriques - *et des bornes qui vont avec*, ou au bio-GNV, sur la formation à l'éco-conduite de leurs agents, sur le covoiturage et sur les possibilités de télétravail... autant de solutions qui contribueront à réduire l'empreinte environnementale de notre territoire.

Notre département, artisan des solidarités territoriales, doit inciter et accompagner nos intercommunalités pour que se développent ces mobilités propres et solidaires entre elles.

## **Une fracture numérique à résorber**

L'enjeu d'être connectés, à l'heure du numérique, à l'heure du télétravail, imposé par le confinement ou souhaité pour limiter nos empreintes écologiques, est de plus en plus essentiel.

En travaillant sur l'amélioration de l'accessibilité des services au public, à l'échelle départementale, j'ai pu mesurer l'écart entre la tendance forte de déploiement des usages numériques et sa réalité de terrain.

Il y a ceux qui savent et qui s'organisent pour être connectés, et il y a ceux qui ne le sont pas, et ceux qui ne le veulent pas. Nombre de démarches qui se faisaient autrefois naturellement sur papier sont devenues impossibles sans passer par Internet. Ce qui simplifie le quotidien d'une partie de la population complique celui d'une autre... C'est compliqué parce qu'on est en zone blanche ou grise, parce qu'on n'a pas la couverture téléphonique ou le débit Internet suffisant, parce qu'on n'a pas les moyens financiers d'acquérir ou d'entretenir le matériel, parce qu'on ne sait pas l'utiliser, parce qu'on ne retrouve plus les mots de passe...

C'est ce qu'on appelle aussi la **fracture numérique**. Mais peut-on encore vivre sans être connectés ?

En France, plus de treize millions de personnes sont « mal à l'aise » avec Internet, soit presque un quart de la population de plus de 18 ans. Plus de la moitié des plus de 70 ans n'a pas d'accès à Internet. Un jeune de moins de 35 ans sur cinq serait également concerné.

Déclaration des revenus, dossiers retraite et CAF, dossiers santé, inscription à Pôle Emploi, papiers d'identité, démarches liées au permis de conduire ou à l'immatriculation des véhicules, souscription à EDF, demandes de bourses étudiantes, recours aux droits... sont dorénavant à effectuer en ligne.

De même, pour réserver une table dans un restaurant, acheter une place de spectacle, un billet de train, couvoitu-

rer, prendre un rendez-vous chez le médecin... la dématérialisation gagne du terrain.

Une société sans contact se profile... qu'on le veuille ou non.

Nous devons aussi en voir tout le potentiel, comme, en cette période de distanciation sanitaire, le développement du « Click & Collect ». Sa version bas-alpine ÔMonDrive, soutenu par la Chambre de commerce et d'Industrie, permet d'acheter dans tous les commerces locaux référencés, via Internet, puis d'aller chercher sa commande. Une belle innovation numérique, orientée vers notre économie locale, pour sauvegarder nos commerces.

Mon projet est clair, Internet doit être un vrai service public, accessible à tous : déployer la fibre dans nos vallées, couvrir les zones blanches, proposer des espaces numériques de proximité, a minima les Maisons France Service mais aussi d'autres espaces outillés et accompagnés, organiser des relais de formation, via des associations par exemple, pour ceux qui n'ont pas la chance d'avoir des petits enfants pour les aider. Il nous faut mettre en place les dispositifs Internet qui permettent de s'en servir sans le subir.

Dès lors que nous aurons assuré la couverture téléphonique et le raccordement fibre de nos villages, ce qui est une priorité nationale et locale, nous aurons un nouveau facteur d'attractivité dans nos vallées. Ce temps est relativement proche, nous devons y contribuer activement et l'intégrer dans nos priorités de développement.

Dans tous ces domaines, il existe des moyens d'agir, des territoires qui ont innové, identifions-les et mettons en œuvre, ici, avec détermination, des réponses adaptées.

## **Des atouts pour « bien vivre » ici**

*Notre devoir commun est celui de la lucidité, de l'optimisme et de la volonté. La crise sanitaire a rappelé combien les territoires ruraux disposaient d'atouts. Les Alpes de Haute-Provence en possèdent de nombreux, à condition de saisir les opportunités qui s'offrent à elles.*

Violaine Démaret – Lettre aux maires  
Novembre 2020

Sixième département pour la progression démographique à l'horizon 2040, nos vallées bas-alpines seront de plus en plus attractives :

- Parce que nous vivons un territoire à taille humaine ;
- Parce que nous avons une nature préservée ;
- Parce que nous avons les moyens de vivre à bas carbone ;
- Parce que nous pouvons faire le choix d'être connectés.

De par ma fonction de maire, j'ai un rapport étroit aux gens, aux femmes et hommes de toutes conditions et j'ai appris à ouvrir mes yeux et mon cœur sur leur quotidien. Dans cette fonction, impossible de nier les nombreux maux sociaux qui nous entourent, ici comme ailleurs, dont les plus inquiétants sont : dépression, solitude, déprise et ten-

sion agricole, dépérissement social de la ville, superficialité relationnelle, familles décomposées, violences, perte de sens...

Mais en tant que maire, nous avons aussi, ancrés en nous, des idéaux, l'envie de trouver des solutions à ces maux ou du moins de les soulager... que ce soit par l'action sociale, l'action économique, l'action environnementale, parfois juste par l'écoute et en distillant une envie d'agir et un optimisme.

Ainsi, je souhaitais dans cet essai porter un regard que je crois lucide et néanmoins très positif sur notre territoire, en éclairer les facteurs d'attractivité. C'est d'autant plus facile que les maux qui sont une réalité quotidienne pour bon nombre de Français, sont probablement adoucis chez nous, dans notre département, par de nombreux facteurs. Nous disposons de sources de respiration et de bien-être comme l'espace, la luminosité, le soleil, des terres productives, des villages et des villes à taille humaine, du silence, un rapport quotidien à une nature préservée, une force du lien social, et un rythme de vie plus doux.

## **Un territoire social à taille humaine**

*Tout groupe humain prend sa richesse  
dans la communication,  
l'entraide et la solidarité visant à un but commun :  
l'épanouissement de chacun dans le respect  
des différences.*  
Françoise Dolto

Vaste et peu dense, notre territoire a des dimensions humaines à savourer.

### **Cette dimension humaine, c'est d'abord un cadre de vie.**

Les villages de nos vallées ont des cœurs et, le plus souvent, un « cœur historique ». Les bâtiments y ont des hauteurs raisonnables, les rues y sont généralement avenantes, les façades plaisantes avec cette empreinte de l'histoire, les placettes et les lieux d'échanges y existaient et y existent encore. La voiture, si elle y a gagné du terrain, reste souvent interdite à des zones piétonnes que nos aïeux avaient calibrées pour leurs charrettes... Ces centres historiques de nos villages invitent leurs habitants à vivre ensemble.

L'enjeu de demain, c'est de maintenir ces centres anciens en vie, d'y éviter la désertification et la détérioration des bâtiments, d'y maintenir le commerce de proximité, celui où l'on connaît le commerçant et où il connaît ses clients. Quelques villes et villages y parviennent et nous montrent des voies pour relever ce défi de proximité. Plusieurs dispositifs nous y incitent : Cœur de ville, Petites villes de demain, Opérations programmées d'amélioration de l'habitat, EcoQuartiers... nos communes s'en saisissent de plus en plus.

### **Cette dimension humaine, c'est de la solidarité à l'œuvre.**

Il n'est pas rare d'entendre, « ici, tout le monde se connaît ». C'est le paradoxe des faibles densités... D'un côté, chez

nous tout est loin, il faut parfois faire beaucoup de kilomètres pour accéder à son travail et aux services et d'un autre côté, cela favorise les solidarités et le lien.

Cette proximité de l'autre est une motivation à l'entraide, au soutien des plus fragiles: l'aide alimentaire, l'aide à la personne, l'accueil de jeunes enfants... Les centres communaux d'action sociale y participent largement. L'engagement associatif et ces solidarités en action, à la fois utiles et épanouissantes, sont des forces, un terreau de notre bien-vivre qu'il est essentiel de cultiver.

Ces espaces de rencontre sont aussi, après l'école notamment, des lieux idéaux de développement de la conscience citoyenne, cet autre terreau dont nous avons tellement besoin pour bien vivre ensemble.

### **Cette dimension humaine, ce sont des territoires « vivants »**

Nous avons beaucoup entendu parler des villes ou villages dortoirs. Dans nos vallées et nos montagnes, il n'y a pas vraiment de lieu que nous puissions raisonnablement qualifier de la sorte. Nos villes et nos villages sont des espaces de vie où une activité sociale s'épanouit.

Si sur la dernière décennie, les associations ont eu des difficultés à maintenir leurs effectifs salariés, l'engouement associatif est toujours bien présent, avec plus de 5000 associations dans notre département. Elles animent nos villages et rendent des services essentiels aux habitants

dans tous les domaines : la culture, le social, la santé, l'environnement, l'éducation populaire, l'insertion, la défense des droits, les loisirs... et sont particulièrement présentes dans le domaine du sport.

Par-dessus tout, elles sont animées par plus de 50 000 bénévoles, presque un habitant sur trois, qui donnent du temps pour que vivent ces services et ce lien. Notre attention doit être totale pour soutenir ces courroies de la citoyenneté et de la solidarité... avec une attention particulière pour celles que la crise sanitaire aura fragilisées, voire mises en danger de dépôt.

Parmi elles, la culture et le sport sont des activités essentielles parce qu'elles participent à l'émancipation et au dépassement de soi, qu'il soit intellectuel ou physique. Ce ne sont pas des activités qui doivent être pratiquées lorsque tout le reste est terminé, elles sont au cœur, consubstantielles de notre activité humaine. Partout et encore plus dans notre département.

La culture et le sport sont des maillons incontournables de l'aménagement humain de notre territoire. L'implacement d'un stade, d'un cinéma ou d'un théâtre, d'un espace de lecture publique, d'un parcours de pleine nature va permettre de structurer notre vie en société, il va favoriser la socialisation. Ces lieux permettent aux Bas-Alpins de se sentir citoyens à travers l'exercice d'activités essentielles qui leur sont ainsi permises.

Cette voie d'épanouissement personnel est aussi celle du

rayonnement de notre territoire. L'organisation d'évènements autour des sports de pleine nature et la promotion de nos sportifs de haut niveau permettent de faire connaître notre département; une attractivité génératrice d'importantes retombées économiques tout en respectant et en valorisant notre environnement.

Dans le domaine culturel, outre un projet départemental qui doit consister à rapprocher la culture des lieux de vie, je voudrais que nous nous concertions pour créer un festival de dimension nationale à "bas carbone" - *c'est-à-dire la fête à très faible empreinte écologique*, qui permettrait de valoriser notre département, sa qualité de vie et ses habitants.

## **Un lieu de nature préservée**

*Il faudra bien pourtant un jour que nous réalisons  
l'incroyable valeur de biens immatériels comme  
la beauté d'un site, le silence, l'air pur, la sérénité.*

Pierre Rabhi

Que la nature se montre généreuse dans nos Alpes de Haute-Provence!

Elle nous prodigue des terres nourricières, l'eau chaude de nos thermes et l'eau précieuse de ses torrents, les pâturages de nos bêtes, la biomasse et l'oxygène de ses forêts, l'irrésistible attrait de son ciel bleu et du

bleu de ses lavandes, la force motrice de ses rivières domptées, l'élégance et les mystères de sa géologie, la majesté de ses sommets, la sérénité de ses paysages.

Son aventure géologique, ses influences climatiques variées entre Alpes et Haute-Provence ont engendré une des biodiversités spécifiques les plus riches de France métropolitaine et d'Europe. La rudesse de ses montagnes et de ses accès, en limitant l'occupation des sols, a permis de relativement bien préserver ces richesses naturelles terrestres.

Nous l'avons compris et beaucoup œuvrent à préserver et mettre en valeur ces espaces. Nous les protégeons par des Parcs Naturels, des Réserves Naturelles, des aménagements d'Espaces Naturels Sensibles, des règles architecturales, par des zones Natura 2000, des zonages d'intérêts écologiques... par un travail de sensibilisation que distillent les plus séduits et conscients de cette richesse.

Nous sommes le territoire du premier Géoparc Unesco au monde : le Géoparc de Haute-Provence qui a mis en valeur notre remarquable patrimoine géologique et où a été lancée, à Digne, il y a trente ans, la « Déclaration Internationale des Droits de la Mémoire de la Terre ». Je ne peux résister à l'envie de retranscrire trois de ses dix articles :

Art.2 – La Terre nous porte. Nous sommes liés à la Terre et la Terre est lien entre chacun de nous.

Art.4 – Notre histoire et l'histoire de la Terre sont intimement liées. Ses origines sont nos origines. Son histoire est notre histoire et son futur sera notre futur.

Art.7 – Aujourd’hui les Hommes savent protéger leur mémoire : leur patrimoine culturel. À peine commence-t-on à protéger l’environnement immédiat, notre patrimoine naturel.

Cela me paraît avoir un sens fort que cette déclaration soit née ici, dans notre département qui concentre un si grand patrimoine naturel, en particulier ses paysages... Il y a beaucoup de territoires au monde où le patrimoine naturel est sujet à la surexploitation et au pillage, par l’extraction des sols, par leur densité humaine. Nous, nous avons maintenu la force naturelle de ce territoire, nous l’avons globalement épargné d’une bétonisation à tous crins, et sa ruralité devient un véritable atout.

Nos activités touristiques ont une dimension restée humaine, plutôt qualitative. Les territoires et les acteurs touristiques ont fait le judicieux choix d’un écotourisme, celui qui valorise le patrimoine naturel exceptionnel de notre terre de saveurs et de senteurs, de bien-être et de ressourcement.

C’est un choix gagnant, parce qu’il répond aux nouvelles aspirations des voyageurs, à leur recherche de calme, de soleil et de plein air, à leurs moyens financiers aussi... et parce que ce choix préserve durablement notre territoire, avec des infrastructures sobres et une faible empreinte environnementale. L’enjeu est de cultiver cette sobriété, d’être toujours plus environnementalement vertueux dans les infrastructures proposées.

En ayant eu des moyens limités, que l'on sait être ceux des territoires ruraux, nous avons évolué dans une relative sobriété qui fait que nous savons vivre avec peu et qui devient notre premier facteur d'attrait.

Dans le domaine agricole, le département des Alpes de Haute-Provence fait aussi partie des territoires les plus actifs dans le mouvement vers l'agriculture biologique qui nous place au 5e rang des départements "bio". La conscience de l'enjeu de la préservation de la qualité agromomique de nos terres et de leur préservation en surface progresse significativement. Les outils de cette préservation se développent, règles, chartes, schémas de cohérence territoriale... L'aménagement durable sait et dit que nous pouvons et devons rester une terre de culture, une terre vivrière. C'est aussi une force d'aujourd'hui, quand la notion de souveraineté alimentaire s'affirme, quand privilégier l'alimentation locale devient une question de bon sens.

Produire et consommer local ont eu leurs ambassadeurs en réponse au développement effréné des grandes enseignes... En renforçant les circuits courts, notre territoire a développé des magasins de producteurs, des ventes à la ferme, initié le projet REGAL pour nourrir nos enfants dans les restaurants scolaires avec des produits bas-alpins... Il nous appartient de louer et susciter la multiplication de ces initiatives qui permettent une origine contrôlée, un gain pour la santé et qui favorise nos producteurs.

## **Des sources d'énergie diversifiées**

Produire des énergies renouvelables, très liées aux ressources locales, présente l'avantage de privilégier le développement de filières courtes pourvoyeuses d'emplois non délocalisables. C'est intéressant pour notre économie bas-alpine. Et c'est bon pour notre planète qui ne supporte plus les émissions démesurées de gaz à effet de serre.

Dans notre département, nous avons l'eau et le soleil, qui sont directement générateurs d'énergies décarbonées et qui produisent aussi une biomasse abondante, nos forêts.

Ces ressources naturelles ont fait l'objet, ces dernières décennies, d'une attention particulière.

Historiquement le bois, valorisé dans la construction et le chauffage. Avec plus de 58 % de la surface de notre département recouvert de forêts et une filière forte de près de 350 entreprises, nous sommes le premier producteur de bois de la Région SUD.

Puis au siècle dernier, l'hydroélectricité de la Durance et du Verdon a été développée pour générer aujourd'hui, à elle seule, 40 % de l'électricité produite en région PACA. Le développement se poursuit encore avec des micro et pico-centrales - *comme au Val d'Oronaye*.

Plus récemment, au début des années 2000, le soleil a complété ce mix énergétique avec le développement de

l'énergie photovoltaïque et du solaire thermique. Avec plus de 300 jours de soleil par an, nous sommes le 5e département le plus ensoleillé de France, produisant déjà chaque année 300 mégawatts d'électricité sur près de 600 hectares de panneaux solaires installés... et plusieurs centaines d'hectares en projet pourraient doubler voire tripler cette production dans la décennie à venir - *leur installation devra faire l'objet d'une réflexion, d'une concertation et d'une priorisation essentielle sur le bâti et espaces déjà artificialisés.*

Nous avons eu un temps la plus grande centrale photovoltaïque européenne sur le plateau de la Colle aux Mées - *117 mégawatts*, et les façons de convertir cette énergie naturelle font, sur ce site, l'objet d'études et de nombreuses innovations.

Nous avons également un site de recherche qui participe au cycle nucléaire - le complexe Cadarache - *ITER - Cité des énergies*. Ce centre contribue activement, avec le pôle Capénergies, à la recherche sur la maîtrise de la demande en énergie, l'efficacité énergétique et sur les énergies de demain: éolien, solaire, biomasse, biocarburants... plus propres que le fioul ou le gaz et moins émettrices de gaz à effet de serre.

Nous disposons aussi de grandes capacités naturelles de stockage d'énergie, un des sites les plus importants à l'échelle européenne, le site Géosel, qui, s'il stocke aujourd'hui des produits pétroliers, pourra être reconverti demain dans le stockage d'énergies décarbonées, d'hydrogène... c'est le projet Hygreen.

Hydroélectricité, photovoltaïque et autres innovations solaires, biomasse, stockage hydrogène... La cité des énergies de Cadarache, l'Eco-Campus Provence Formation de Sainte-Tulle visant à devenir un technopôle autour des énergies décarbonées... L'ensemble de ces ressources naturelles, lieux et motivations de recherches, font de notre territoire un haut lieu du développement des énergies nouvelles et même le premier producteur national d'énergies renouvelables. Cette richesse doit être pleinement porteuse d'innovation territoriale, doit faire de notre territoire un pionnier de la transition énergétique, doit être un pourvoyeur d'emplois verts.

### **Les énergies nouvelles se développent sur notre territoire et la conscience citoyenne aussi.**

De plus en plus rares sont ceux qui ne reconnaissent pas aujourd'hui le besoin de réduire nos consommations d'énergie. Si les plus sensibilisés font des choix personnels engagés pour réduire leurs consommations, la majorité réclame toutefois des solutions qui ne les obligent pas à réduire leur niveau de vie.

Il s'agit donc de trouver, développer et démocratiser ces solutions.

*Nota: Mon fils aîné, auditeur de Jancovici, me reproche d'insinuer par cette dernière phrase, qu'il serait possible de relever les défis modernes sans changer nos modes de vie. Clairement, ma conviction personnelle est que nos modes de vie doivent changer, et je crois aussi qu'ils changent, que des prises de conscience s'opèrent et je crois enfin*

*que notre créativité, nos innovations technologiques, sociales, peuvent largement participer à accompagner nos indispensables changements de vie et comportements et l'émergence du goût de la sobriété rendue possible par des politiques publiques adaptées. La loi antigaspillage d'août 2020 par exemple.*

Toutes les cellules de recherche et d'innovations qui vont en ce sens sont les bienvenues, qu'elles soient issues de grands labos, comme de garages de particuliers... ou encore d'initiatives citoyennes simples et vertueuses, comme le développement des centrales photovoltaïques citoyennes, la création de gratuiteries, les repair-café...

## **La Vallée des Énergies Nouvelles**

En 2005, j'ai eu le privilège de travailler pour le territoire de Moyenne Durance et l'entreprise TOTAL qui m'ont confié une mission d'étude prospective. Il s'agissait d'élaborer un Schéma Directeur de reconversion du site industriel qui allait devenir Arkema, balbutier sur Silpro et partiellement passer à Kem-One.

Lors de cette étude, après avoir rencontré une grande partie des acteurs du développement économique départemental, quelques acteurs régionaux, et avoir identifié les forces de notre territoire, nous débouchions sur cette proposition, de porter notre ambition sur le secteur des énergies nouvelles. Celles dont aurait besoin notre monde après le pétrole. L'idée fut très favorablement accueillie et suscita le lancement du schéma départemental des énergies nouvelles par le département.

Le défi énergétique de demain, c'est bien entendu de réduire nos consommations, dans le bâti, les transports, l'éclairage public, l'industrie... de privilégier un mix énergétique, en développant des alternatives au pétrole, et aussi limiter les pertes dues au transport de l'énergie au sein de nos réseaux centralisés actuels en réduisant autant que possible les distances entre lieux de production et lieux de consommation, grâce aux réseaux intelligents, qu'on appelle aussi « smart grids ».

Notre « Vallée des Énergies Nouvelles » pourrait viser, entre autres, d'être un lieu de référence, un territoire reconnu à l'échelle nationale voire européenne pour la concentration de ses savoir-faire dans le domaine du mix et de la sobriété énergétique.

La dynamique existe déjà, soutenue notamment par la Région, l'État, avec de grands opérateurs de l'énergie, le pôle de compétitivité Capénergies, des organismes de recherche... mais elle ne doit pas s'arrêter aux portes des labos.

Les solutions doivent se déployer dans notre quotidien. Nos villes, nos villages, nos entreprises, doivent expérimenter et mettre en œuvre ces innovations en grandeur réelle, nous devons devenir un « living-lab » – *laboratoire vivant des énergies nouvelles*. En utilisant notamment et symboliquement les solutions développées chez nous, comme les systèmes d'éclairage autonome de Lumi'in - labellisée « *solar impulse* », ou la weez électrique d'Eon Motors, entreprises toutes deux implantées sur l'Ecoparc

de Malijai.

Nous devrions nous positionner aussi, dès que possible, comme territoire d'expérimentation des trains TER à hydrogène dont la mise en circulation est prévue en 2025.

En faisant ces choix stratégiques, nos collectivités, nos entreprises et nos habitants, seront à la pointe dans l'usage des énergies décarbonées, ils développeront des mobilités propres, ils rénoveront énergétiquement leurs bâtiments et les chaufferont propre, construiront bois et bioclimatique, réduiront la consommation de l'éclairage public, recycleront vertueusement leurs déchets...

Ce choix répondra à un enjeu économique et écologique fort, en regard d'un investissement certes important, mais rendu possible par l'ambition de notre Plan de Relance et par le programme européen *Next Generation EU*. Des économies de fonctionnement pérennes seront générées et nous y gagnerons aussi un précieux gisement d'emplois.

Chacun doit faire sa part. Pour notre département la priorité doit être la rénovation thermique de son patrimoine bâti, en commençant par ses 16 collèges.

Nos collèges constituent le plus gros poste de consommation d'énergie et d'émissions de gaz à effet de serre des activités gérées par le conseil départemental, avec un risque d'inflation des dépenses au regard de la hausse prévue du prix du baril dans les années à venir. Les contrats de performance énergétique en cours doivent intégrer des objectifs plus ambitieux et nous devons mobiliser une part de

l'enveloppe de 300 M€ du Plan de Relance destinée aux conseils départementaux pour la rénovation thermique de leurs collèges.

À la clé de ces rénovations thermiques, 5 bénéfices : un bénéfice écologique en réduisant l'émission des gaz à effet de serre, un bénéfice de confort pour les usagers - *les écoliers et les agents*, un bénéfice économique par la réduction des dépenses énergétiques, un bénéfice pour nos entreprises locales qui seront les artisans de ces travaux d'amélioration du bâti et des modes de chauffage et enfin, un bénéfice pédagogique par l'explication donnée aux collégiens sur les performances énergétiques de leurs bâtiments.

# UN DÉPARTEMENT IRRÉSISTIBLE

*« Les Alpes de Haute-Provence c'est photographier  
les fleurs d'amandier, flâner sur les marchés d'été,  
les gorges du Verdon en pédalo,  
traverser le plateau de Valensole à vélo un matin de juillet,  
apporter ses olives au moulin,  
regarder les étoiles à Puimichel,  
manger une caillette et boire un verre de rouge  
au refuge de l'Estrop,  
s'enivrer de l'odeur de la sauge à Castellard. »*  
Solange NERVI - Maison Telme Oraison

## **Un territoire, modèle de durabilité... sans le savoir ?**

Sobriété, modération, tempérance... Des mots qui ne plaisent pas toujours, et pourtant... Penser qu'il y a une souffrance, des sacrifices, une perte de qualité de vie derrière ces mots, c'est réducteur et sans doute faux.

En fait, vivre sobrement c'est déjà la grande force de nos territoires ruraux, de notre département particulièrement. Ici, globalement, point de surconsommation outrancière, d'artificialisation inconsidérée des sols, il ne fait pas jour en pleine nuit... Nos modes de vie sont par essence sobres et donc durables. Notre histoire, notre ruralité, notre éloignement, notre géographie, notre assez faible attractivité

jusqu'ici, nous ont finalement plutôt préservés d'une pression foncière et démographique.

Bien sûr, il y a des exceptions ponctuelles et, par endroits, une pression commerciale, une pression économique ou encore une pression démographique ont induit, ces vingt dernières années, une urbanisation consommatrice de terres agricoles et une imperméabilisation de nos sols. Cela reste dans des proportions qui n'ont pas affecté irréversiblement la qualité naturelle de nos espaces de vie.

Par contre, nous savons qu'une tendance est clairement à l'œuvre, notre département attire des couples qui souhaitent y profiter d'une retraite ensoleillée, ou des familles qui y trouvent des loyers plus abordables qu'en ville... le solde migratoire augmente et cette tendance, au regard des qualités paysagères et naturelles que nous offrons devrait se confirmer.

L'enjeu pour nous sera de répondre à cette demande avec une approche moderne et environnementale de l'aménagement. Il nous faudra aménager sans dénaturer. C'est possible, que ce soit pour l'habitat, les bâtiments publics, comme pour nos zones d'activité... en choisissant des bâtiments à énergie positive, en aménageant nos zones avec le référentiel Zone d'Activité Développement Durable - ZADD, en réfléchissant à des mobilités propres, en traitant l'épineux sujet de l'eau - sa préservation et la gestion des eaux pluviales, en travaillant les revêtements de sol perméables et la place du végétal...

## « Irrésistiblement vôtre »

De façon un peu *décalée*, j'ai intitulé cette vision « Un territoire qui a 40 ans d'avance » en référence à une conversation que j'avais eue en 2005 avec le Directeur de la Mission de Développement Économique Régionale qui, lorsque je l'interrogeais sur les voies stratégiques de développement de notre territoire, m'avait répondu, « *Vous avez 40 ans de retard, faites des plaquettes et allez vendre vos zones d'activités sur les salons.* »

Je pense que les temps ont changé, que les regards ont changé sur ce qui fait la force d'un territoire.

Aujourd'hui, je suis ravie du regard neuf que notre Agence de Développement, économique et touristique - l'ADO4, a porté sur notre département, en mettant en exergue ses forces et en le qualifiant judicieusement d'« **Irrésistible** ».

C'est en référence à ce nouveau qualificatif que j'ai baptisé cet essai. **Irrésistiblement Vôtre**, c'est ce que ce département est à ses habitants et à ses visiteurs, et c'est aussi ce qui nous oblige à le préserver, à l'accompagner pour qu'il nous offre encore demain, la qualité de vie qu'il nous prodigue déjà aujourd'hui.

## **De la vision à l'action**

Nous venons de lister et préciser à la fois des forces et des fragilités de notre territoire, en rappelant le contexte global de crises sociale et sanitaire et de défis environnementaux dans lequel nous évoluons...

Cette analyse était essentielle, comme tout diagnostic avant d'agir : regarder la situation en face, comprendre les enjeux, pour savoir où aller. L'étape suivante, à laquelle nous devons tous contribuer, est d'agir localement pour notre territoire, nous engager, pour collectivement faire face aux menaces et saisir les opportunités de la nouvelle décennie qui démarre.

Mon projet est d'agir au niveau de notre conseil départemental, avec une équipe, pour donner corps à la vision que je viens de présenter. Je crois que nous pouvons moderniser notre ruralité, la faire vivre, la rendre plus agréable, plus connectée, plus adaptée aux aspirations de ses habitants. Je suis certaine que nous pouvons agir.

Toutefois, je n'aurais pu me forger cette conviction, si je n'avais expérimenté, sur le terrain, à l'échelle du village où je vis, les voies d'une transformation.

Je vous propose donc, quelques réflexions sur l'aventure volonnaise de ces six dernières années, qui aura eu la vertu de démontrer que l'action politique peut transformer la vie d'un village.



# UNE EXPÉRIENCE : VOLONNE

*Agir dès maintenant, c'est l'urgence*

Hubert Reeves

## **Volonne - Un village à redynamiser**

1700 âmes, 18<sup>e</sup> commune bas-alpine par son nombre d'habitants, commune rurale d'un département rural, au carrefour de la Durance et de la Bléone, Volonne est un village d'histoire médiévale, localement réputé pour son âme provençale, avec ses personnalités, ses bars, son dynamisme associatif, son attractivité touristique... Un bourg qui double de population l'été par son camping, où nombre de Bas-Alpins ont dansé et flirté dans les années 1970-1980 !

Un village qui a fait une entrée difficile dans le XXI<sup>e</sup> siècle, marquant un essoufflement... avec la fermeture de nombreux commerces de proximité, la fermeture de deux classes et la menace d'une troisième fermeture entre 2009 et 2014, une situation financière fragile en 2013 avec l'entrée en réseau d'alerte, le départ de l'activité tri de la poste en 2014, concomitamment à la perte du statut de chef-lieu de canton et la fermeture de la trésorerie cantonale, le départ d'un médecin généraliste, d'un dentiste à la retraite, fermeture d'un bar et de la presse... C'est sa vitalité historique, son dynamisme économique, qui étaient menacés...  
Pouvions-nous laisser cette dévitalisation s'installer ?

Les Volonnais ont choisi une équipe qui proposait un projet de revitalisation pour leur village.

Revitaliser, c'est comprendre ce que souhaitent les habitants, prendre soin des espaces publics, développer des services et des activités pour les enfants et donc les familles, pour les personnes âgées, porter et expliquer les actions pour préserver l'environnement... Quand ces projets prennent forme, une attractivité s'opère, les initiatives émergent, la vie revient.

Le programme EcoQuartier de Volonne devait répondre aux besoins essentiels de vitalité de notre village :

- des bâtiments mieux adaptés à leurs usages : agrandissement de la crèche, nouvelle cantine scolaire, nouveau local des solidarités, espace périscolaire modernisé... et plus de temps et de moyens d'accueil,
- la préservation et l'accroissement des services de santé, grâce à la maison de santé, qui a permis d'attirer plus de 20 généralistes et spécialistes,
- de nouveaux logements très qualitatifs, adaptés aux besoins de nos anciens et aux jeunes familles de plus en plus souvent monoparentales... et le maintien de nos écoles qui en découle,
- le soutien indirect à notre commerce de proximité, qui a besoin de fréquentation pour se maintenir,

- des espaces publics beaux, végétalisés, avec un soin particulier d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, et aussi plus de cheminements doux, pour les piétons, les vélos... façons privilégiées de se déplacer,
- des économies d'énergie pour réduire nos coûts de fonctionnement et notre impact environnemental, en passant par des travaux d'isolation, la création d'un réseau de chaleur au bois, des nouvelles constructions économes, des innovations pour éviter les climatisations,
- le développement de solutions numériques, à la mairie, aux écoles et l'étude de possibilités de télétravail,
- un soin particulier sur la réduction, le tri et la valorisation des déchets,
- la communication sur toutes ces actions pour qu'elles soient comprises, pour en préciser le sens, par un bulletin municipal riche d'informations, et de nombreux moments de rencontre avec les habitants.

Et surtout, l'esprit dans lequel ces travaux ont systématiquement été menés : celui de tisser le lien social, par une attention et une consultation des usagers qui auront permis, in fine, de co-construire des lieux adaptés, conviviaux et animés.

Ce projet allait faire renaître notre village qui semblait condamné, lui permettre d'affirmer son identité de village dynamique, de l'ancrer solidement dans son époque.

## **Une gestion rigoureuse pour rendre le projet possible**

Faut-il investir dans nos communes ?

Quelques esprits chagrins fustigent parfois l'investissement que représentent ces travaux de revitalisation, craignant qu'ils soient une menace financière pour la commune. Leur préoccupation est surtout, qu'un investissement trop important nous conduise à devoir alourdir la fiscalité, à augmenter les taxes foncières. Si ce souci est understandable, l'impact fiscal n'est pas inéluctable.

Mais revenons à l'intérêt d'un investissement public. Il doit s'évaluer sur deux aspects: est-il tenable à long terme? Est-il utile à la vie des habitants? Un troisième aspect me paraît de plus en plus incontournable: permet-il de réduire notre empreinte écologique ?

La tenabilité financière s'évalue à l'aune de plusieurs questions:

- Quelles aides pouvons-nous obtenir pour notre projet innovant? répond-il à des appels à projet de l'Europe, l'État, la Région, l'ADEME, la CAF...? *J'affirme que ces aides sont faites pour être utilisées, elles sont incitatives pour moderniser nos territoires.*
- Permet-il de générer des revenus, des loyers, de mobiliser des participations de partenaires...?
- Permet-il de faire des économies de fonctionnement: d'énergie, d'optimisation d'organisation, de loyers...?

Lorsque le coût d'un projet est défini, que les aides et participations sont identifiées, il reste une part d'autofinancement qui peut être accompagnée par de l'emprunt. C'est particulièrement intéressant quand les taux d'emprunt sont bas. Il est assez simple de voir si les économies et revenus générés permettent de rembourser cet emprunt... et de conclure alors à la tenabilité de l'investissement.

C'est un peu technique, mais c'est important de l'évoquer, car ces questions, en tant qu'habitants nous nous les posons pour gérer notre quotidien et une municipalité doit se les poser pour bien gérer sa commune.

Administrer la commune de Volonne qui se trouvait dans une situation financière fragile en 2014 a consisté à assainir sa gestion, à rétablir son équilibre financier et à veiller ensuite à le maintenir.

Pour Volonne, c'était la condition première avant de pouvoir lancer un investissement de 7 millions d'euros, nécessaire à améliorer le service aux habitants et moderniser notre village.

Au prix de mesures très volontaristes, pendant deux ans, la commune a su limiter ses dépenses de fonctionnement et augmenter ses recettes. Il a fallu renégocier plusieurs contrats, augmenter assez symboliquement les taux d'impôts – *en restant bien inférieurs à la moyenne départementale* –, réviser les bases d'imposition pour être plus justes, rénover et louer des biens vacants, remobiliser les agents communaux... Cette politique rigoureuse nous a

redonné des capacités d'agir. C'est cette dynamique qui a su convaincre les financeurs, et notamment la Banque des Territoires pour accompagner financièrement nos projets.

Le financement de l'EcoQuartier c'est aussi, un partenariat fort avec le bailleur social H2P, qui a assuré l'investissement dans les 22 logements sociaux à haute qualité environnementale et participé à un projet urbain partenarial - PUP pour financer des aménagements publics autour des nouvelles résidences.

Notre EcoQuartier a été soutenu par des partenaires financiers qui ont cru en la qualité de notre projet: l'État, la Région, le Département, l'Europe, la CAF. Au total, plus de 40 dossiers de demandes de subvention ont été déposés, et 32 dossiers ont abouti pour un peu plus de 2 M€ d'aides. Soit une contribution globale des partenaires financiers et du bailleur à hauteur de près de 75 % du coût global du projet.

La modernisation des bâtiments publics et le développement de l'attractivité génèrent aujourd'hui de nouvelles ressources annuelles de fonctionnement pour la commune, et permettent d'assainir, sur le moyen-long terme, sa situation financière. Les investissements sont remboursés, non pas par les impôts des habitants mais par les loyers des appartements, des garages transformés en commerces, de la Maison de Santé, la nouvelle cantine permet aussi de réaliser une économie de loyer et service, des économies d'énergie sont liées aux travaux d'isolation des bâtiments... C'est ce que l'on peut appeler un investissement vertueux.

## **Un investissement utile et durable... indispensable**

En préservant et améliorant nos services existants - *cantine, crèche, urbanisme, action sociale et espace des solidarités, espaces associatifs...* ou en accompagnant leur transformation - *local trésorerie, eau et assainissement, dématérialisation, informatisation aux écoles, espaces publics conviviaux, solutions innovantes pour les déchets...*, en proposant de nouveaux services - *périscolaire, accompagnement numérique, maison de santé, jardins partagés, logements sociaux en cœur de ville, locaux commerciaux, animations seniors...*, nous avons créé une attractivité nouvelle au village.

L'amélioration de la vie au quotidien, a suscité plus de « vivre ensemble » et créé les conditions qui aideront à préserver nos commerces de proximité dans la durée.

En choisissant de faire participer les professionnels de santé, les écoliers, les agents de la commune, les associations du village, les autres partenaires associatifs, les artisans et commerçants, les habitants... à la conception des projets, à leur mise en œuvre, au travers de projets citoyens et participatifs, nous avons aussi créé une meilleure appropriation et un plus grand respect des espaces publics. Nous le constatons : des espaces plus soignés suscitent plus de soin des usagers.

En faisant le choix du « local » dans nos investissements : nos entreprises des Alpes du Sud, le *Bois des Alpes*, les artistes du village... nous avons favorisé l'emploi et les savoir-faire d'ici.

En choisissant d'y intégrer une forte dose d'écologie, avec la nature en ville, l'incitation au fleurissement, des nichoirs pour la biodiversité, la réutilisation des matériaux, des constructions à haute qualité environnementale, des solutions pratiques pour trier les déchets, la promotion des éco gestes, des énergies renouvelables solaire et bois, une présence forte des partenaires associatifs dans ces démarches... une émulation s'est produite.

La commune, en prenant le chemin de l'écologie et en sachant accueillir des initiatives citoyennes, a encouragé voire suscité de nouveaux comportements écoresponsables. Un entraînement vertueux est clairement à l'œuvre.

Cette dynamique se ressent sur les projets d'investissement et d'installation dans notre village. Près de 10 millions d'euros auront été investis dans le village ces 5 dernières années dans les projets publics: mairie, syndicat d'électrification, association des arrosants... et de nombreux projets privés, agricoles, touristiques, lotissements de qualité... sont réalisés ou en cours.

La certitude qui est la mienne aujourd'hui, c'est qu'il est possible de porter des projets, d'adapter nos communes aux nouveaux enjeux de notre temps, de les moderniser tout en réduisant leur empreinte écologique et en faisant participer les habitants. Changer nos villages et nos villes, les rendre plus « nature » et résilients, c'est possible !

## **Une opération menée tambour battant...**

Avec des résultats visibles en 5 ans :

**2014-2015**, phase de conception globale par la rencontre des parties prenantes et acquisitions foncières

**2016-2017**, phase de conception détaillée, extension de la crèche et projets préparatoires

**2018-2019**, phase de réalisation des bâtiments neufs, réseaux et aménagements de l'espace public

Beaucoup de partenaires ont remarqué la rapidité avec laquelle ce projet a pris corps et m'ont demandé comment nous avons pu réaliser ce tour de force.

**Le travail, l'effort partagé.** Je ne compte pas le nombre de week-end passés à monter ces dossiers de subvention, les centaines de réunions de concertation, pour rassembler et fédérer, faire de ce projet d'abord une aventure humaine... les heures sur le chantier pour s'assurer de la qualité de la réalisation, du respect des consignes "chantier propre", pour saluer et encourager chaque artisan dans son ouvrage et lui dire combien il avait du sens et s'inscrivait dans un projet remarquable. Un projet où chacun a donné plus.

**La confiance.** C'est ce qui nous a rassemblés pour concevoir puis bâtir notre ÉcoQuartier. Une confiance qui ne se décrète pas mais qui s'est construite, chaque jour, à force

de travail, d'expression de nos divergences, de plaisir de nos convergences, et qui nous a permis d'avancer avec l'ensemble des partenaires.

Pour créer cette confiance avec les habitants nous avons privilégié beaucoup de temps d'échange: réunions publiques et participatives, projets partagés avec les usagers des lieux créés, informations régulières à travers le bulletin municipal, le site internet, réponses aux questions posées sur le financement, sur les partis-pris d'aménagement, affichages et communications dans la presse à chaque étape du projet, visites de chantier...

La confiance est essentielle. On obtient, surtout dans ces périodes, 75 % de financement en étant convaincant sur le projet, sur la capacité à le mener, sur son intérêt stratégique. Mais surtout, si je suis parvenue à ce que chacun des acteurs s'investisse bien au-delà de son seul rôle, c'est grâce à une équipe municipale formidable et engagée, et à ma totale implication pour créer de l'adhésion et de la dynamique.

**La reconnaissance.** Elle a été au rendez-vous, l'EcoQuartier de Volonne a été primé par plusieurs distinctions et labels: Prix national Art urbain dans la catégorie "Qualité de la vie sociale" 2017, Marianne d'Or Développement Durable 2018, Quartier Durable Méditerranéen niveau Or - *devenant ainsi le premier quartier labellisé QDM en milieu rural* -, Reconnaissance Bâtiment Durable Méditerranéen niveau Or pour la Maison de Santé et niveau Argent pour les 2 résidences H2P, Label EcoQuartier - étape 3, Prix du public "EcoQuartiers" des Green Solutions Awards 2019, Prix de l'Académie d'Habitat en Région 2020.

## **21 juin 2019 - Inauguration de l'EcoQuartier En musique bien sûr...**

Aujourd'hui, un peu plus d'un an après, nous maintenons nos 6 classes, la crèche est devenue une référence au niveau départemental et de nouvelles places ont été créées, le nombre de repas servis à la cantine a doublé en 5 ans, de nouveaux commerces se sont installés, 24 professionnels de santé exercent désormais dans notre Maison de Santé, ils y collaborent remarquablement pour un meilleur service de prévention aux patients. Une extension est envisagée. Nous nous félicitons de la création de gîtes, d'une base nautique, des collectifs citoyens ont créé une gratuiterie, partagent des jardins, un poulailler... dans des espaces publics « renaturés ».

## **S'engager pour sa commune, un acte d'humanité avant tout**

*Vourouno gento persouno  
La Grave linio te muraio  
Durenso bagno ti petoun  
La flour de tes ort se miraio  
Dins l'aigo lindo de Vansoun  
Victor Lieutaud*

Revenons un instant sur la devise de notre village : « *Vourouno, Gento Persouno* ». Cette devise rappelle combien ses habitants, de « nobles personnes », ont, à travers l'histoire, perpétué le sens de l'accueil.

Volonne, la commune, ses habitants, ont, de tout temps, su accueillir et je voudrais rappeler comment, nous avons souhaité participer à ce destin, en accueillant à notre tour :

- **Les nouveaux habitants** en leur proposant de nouveaux logements de qualité, de nouveaux services pour les jeunes enfants comme pour les grands seniors.
- **Les nouveaux-nés**, en leur envoyant un message de bienvenue, en ayant modernisé la crèche et obtenu un agrément pour de nouvelles places d'accueil.
- **Les nouveaux collégiens et nouveaux citoyens** en les encourageant dans ces belles étapes de leur vie, au cours des cérémonies dites « des dictionnaires » et « de la citoyenneté ».
- **Les élèves des classes maternelle et élémentaire**, avec des salles modernisées, une nouvelle cantine et des espaces publics pensés pour eux.
- **Les retraités** en leur proposant des cadres et temps de rencontre, grâce aux associations, au CCAS, en travaillant sur un futur espace d'accueil en habitat partagé.
- **Les bénévoles** associatifs, festifs, sportifs, culturels... en leur proposant des temps d'échange, des soutiens, des lieux sans cesse améliorés pour se développer.
- **Les habitants qui traversent des moments difficiles**, parfois fragilisés, en les accompagnant dans leurs dé-

marches, en les aidant, en proposant des lieux publics mieux adaptés aux problèmes de mobilité, en rapprochant l'accès aux soins grâce à nos professionnels et à la Maison de Santé.

- **Les migrants**, que la vie a menés à Volonne, souvent au péril de celle-ci, et qui tentent, Ismaël, Jacques et Aboubacar en sont des exemples, de se construire une vie apaisée, solide et travailleuse, au sein de leur village d'adoption.
- **Les touristes**, et nos familles qui viennent nous visiter, grâce au camping, aux gîtes et chambres d'hôtes toujours plus nombreux et qualitatifs, aux visites du village organisées par nos bénévoles, aux belles fêtes de village comme la très réussie XVII<sup>e</sup> édition de la fête médiévale.
- **Les entreprises et artisans** qui font le choix de s'implanter dans notre village ou des jeunes qui reprennent les exploitations de leurs parents, en soutenant leurs projets, en leur trouvant des locaux.
- **Les acteurs départementaux et régionaux** qui choisissent d'organiser leurs réunions, Conseils d'Administratifs, colloques, à Volonne et au camping... de plus en plus nombreux chaque année.

Et aussi... nous savons accueillir :

- **La nature**, avec de nombreuses actions pour l'environnement, sa préservation, sa mise en valeur

- **La culture**, avec la mise en lumière d'artistes locaux, de pratiques artistiques multiples, partenariales, l'émergence du street-art...

Volonne aime la vie, le vivant et les solidarités.

Volonne a ouvert ses portes à ceux qui lui ont fait le plaisir et l'honneur de venir, ponctuellement ou plus durablement participer à sa vie!

Volonne, nous te transformons en gardant ton âme.

**Que faire pour transformer, ainsi, notre département ?**





# POUR UN TERRITOIRE DE PROGRÈS : UNE NOUVELLE FAÇON D'AGIR

*La politique, c'est cela : avoir une vision  
et agir pour qu'elle se réalise.*

Françoise Giroud

En parcourant et observant notre territoire, j'y ai décelé de nombreuses énergies, richesses et initiatives qui m'ont amenée à y voir l'avenir avec optimisme et qui sont pour moi les graines d'un futur désirable. J'en ai tiré la vision que vous venez de lire.

Dans la première partie de cet essai j'ai présenté une vision, c'est-à-dire le « Pour Quoi ? » nous avons besoin de changement en proposant de nombreuses pistes d'actions.

Dans la seconde partie, j'ai voulu démontrer que le changement était possible, dans une approche partenariale, en m'appuyant sur le vécu du projet de Volonne.

Dans cette dernière partie, je veux préciser le « Comment ? », en mobilisant les énergies de chacun, nous pouvons faire de notre département **un territoire de progrès.**

- > Travailler en équipe
- > Coopérer entre territoires
- > Mobiliser toutes les énergies
- > Planifier et évaluer nos politiques
- > Oser un projet ambitieux

Je souhaite poser le cadre d'une méthode de travail et de gouvernance. Un cadre qui permettra aux propositions que j'ai faites dans la vision d'être débattues et enrichies pour devenir un projet départemental partagé et porté.

## **De nouvelles méthodes de travail**

*Nous devons travailler ensemble, dans l'écoute, la confiance et le respect mutuel pour définir des solutions innovantes répondant aux priorités de notre territoire.*

Violaine Démaret – Lettre aux maires  
Novembre 2020

## **Travailler en équipe**

J'ai souvent eu à rassurer des collègues qui nourrissaient des inquiétudes parce qu'ils pensaient à la place de l'autre au lieu d'aller à sa rencontre.

Je crois que nos choix et démarches politiques souffrent de cette fâcheuse habitude de vouloir éviter la confrontation, en pensant parfois aller plus vite... Pour que ces pratiques changent, chacun gagne à mobiliser son courage et prendre le temps d'interroger réellement le terrain, les

partenaires et les habitants. Il existe des méthodes pour faciliter ces échanges, nous devons en développer l'usage.

Ce que nous pourrions qualifier d'anciennes pratiques se manifeste par une gouvernance très verticale, s'appuyant sur peu de concertation, une forme de confiscation de l'information, des décisions d'alcôves à quelques-uns... un certain autoritarisme.

Un travail d'équipe, a contrario, c'est une grande part d'horizontalité dans la réflexion, le partage de l'information, donner du sens à ce que l'on fait, une voie pour créer la confiance, et aussi beaucoup d'implication et de temps... Le fruit de ce travail d'équipe, c'est une meilleure acceptabilité du changement, c'est une gestion plus sereine et cohérente de la collectivité.

Il y a aussi, dans les deux cas, une certaine verticalité de la décision, le besoin de trancher, que ce soit pour des raisons budgétaires, des raisons de cohérence globale, ou parfois pour des raisons d'urgence. Lorsque la confiance est installée par le travail d'équipe, cette part de verticalité est mieux acceptée.

Assez paradoxalement, même si la concertation est un processus assez chronophage, prendre le temps pour bien poser les sujets à débattre, écouter les citoyens, faire des synthèses, peut s'avérer faire gagner du temps. Par exemple, pour la mise en œuvre de l'écoquartier de Volonne, tout le monde a été surpris par la rapidité de la réalisation du projet qui a pris moins de cinq ans. En fait,

les parties prenantes – professionnels, habitants, élus – ont été impliquées. Chaque étape a été discutée et validée ensemble, les points de divergences ont été exprimés et débattus. Le résultat : peu de blocages et, in fine, peu de perte de temps.

Cet esprit et cette pratique du travail d'équipe sont des moteurs puissants pour faire progresser notre département, y développer des politiques ambitieuses au service de ses habitants.

## **Coopérer entre les territoires**

*Tout seul on va plus vite, ensemble, on va plus loin.*  
Proverbe africain

Pour que notre département se développe et se réinvente, il a besoin de la coopération entre ses territoires. Une belle coopération entre les communes au sein de leurs intercommunalités et aussi entre les intercommunalités au sein de notre département.

Cette pratique de coopération n'est pas une évidence. Ce qu'on a l'habitude d'appeler « l'esprit de clocher » est un réflexe encore prégnant, assez naturel finalement tant qu'on n'a pas éprouvé la force du collectif ou que les promesses du collectif, comme au sein des intercommunalités, n'ont pas toujours été au rendez-vous des attentes.

Il faut du temps pour que le « faire ensemble » s'installe,

il faut se connaître, des projets réussis, des actes de solidarités, de la sincérité et du respect, des dynamiques de projets, un sentiment d'équité... Il faut aussi un pilotage engagé et de la méthode de projet. Nous avons déjà beaucoup progressé et il y a encore du chemin à faire.

Chez nous, plus qu'ailleurs peut-être, si nos territoires sont en compétition les uns avec les autres, c'est l'échec assuré et le risque d'affaiblissement de notre département.

L'enjeu est de faire aimer nos intercommunalités à nos communes et de faire aimer notre département à nos intercommunalités. Notre fierté d'appartenance est un ciment et si cette alchimie partenariale n'est pas à l'œuvre, l'attractivité de la métropole de Nice pour les uns, d'Aix-Marseille, du Vaucluse ou encore des Hautes-Alpes pour les autres, peut déboucher sur l'effritement de notre unité et emporter notre identité bas-alpine.

Pour éviter cela, nos communes et intercos doivent sentir la cohésion et la cohérence de notre territoire bas-alpin, leurs élus doivent trouver du plaisir et de l'efficacité dans leurs coopérations et dans leur « faire ensemble ». Et je pense que notre département a un rôle tout particulier à jouer en la matière.

Ce rôle, il le jouera en affichant son ambition d'une ruralité modernisée, en ayant des politiques engagées et en jouant collectif avec toutes les énergies humaines qui l'habitent.

Ce rôle, il le joue aussi à travers les syndicats intercommunaux qu'il soutient, comme le SYDEVOM qui œuvre pour la réduction, le tri et la valorisation de nos déchets; Le SDE04, acteur historique pour l'électrification de notre département et qui commence depuis quelques années à intervenir sur la transition énergétique; L'essentielle AD04, que j'ai déjà présentée, dans le champ du développement économique et touristique... Ces espaces de coopération nous permettent déjà de travailler à l'échelle de notre département, de se connaître, de se stimuler et de s'entraider.

Ces syndicats comme notre conseil départemental doivent relever le défi d'être particulièrement performants, porteurs de projets et d'innovation, ils doivent aider les territoires à se développer et apporter des services appréciables aux habitants.

De l'excellence de notre action départementale et de ses syndicats de projets naîtra la cohésion, la force et la durabilité de notre territoire.

## **Mobiliser toutes les énergies**

Quand nombre de citoyens disent qu'ils sont méfiants envers le politique, boudent les urnes, comment faire pour leur redonner l'envie, le goût de s'impliquer? Que faut-il faire pour rassembler leurs énergies au service de la vie publique dans des projets qui ont du sens pour transformer leur territoire et par extension leur planète?

Ces questions sont au cœur de mon cheminement personnel, car tout au long de mes expériences professionnelles, associatives et politiques, j'ai cherché à entraîner des groupes autour de projets qui avaient du sens, à comprendre et à susciter une dynamique participative.

Ça a commencé en école d'ingénieur où j'ai organisé plusieurs voyages scolaires puis chez Sanofi, où j'ai vécu, sur le terrain, ma première expérience de management auprès de 40 opérateurs; En me mettant à mon compte, avec d'autres indépendants, nous avons tenté des projets collectifs... mais c'était dans le domaine du développement industriel et cela n'avait pas suffisamment de sens pour moi. Puis en m'impliquant dans le conseil de développement du Pays Durance Provence, j'ai découvert la Loi Voynet pour la démocratie participative dont je me suis approprié l'esprit, j'ai approfondi ma compréhension à cette période, des modèles de Sociétés Coopératives d'Activité et d'Emploi, et d'Intérêt Collectif.

Dans le cadre associatif, j'ai aussi pratiqué l'écoute des idées et ça a notamment donné naissance à l'expérience originale de la « Maison des 4 coins », un lieu alternatif d'ouverture aux autres et au monde. Plus tard dans le cadre de mon travail avec la Région pour la Stratégie Régionale d'Innovation, je me suis immergée dans les milieux de l'innovation technologique et sociale et nous avons utilisé plusieurs méthodes pour faire émerger les idées des acteurs... puis bien sûr il y a eu les aventures d'Énergie Volonne pour construire, en équipe, des projets pour notre village.

Au fil du temps, j'ai saisi l'importance de créer les conditions pour que les gens expriment leurs idées, l'importance de les écouter et de trouver ensemble les moyens pour que ces idées prennent corps, le plus possible autour de projets collectifs. C'est devenu une grande part de mon action publique. J'ai constaté, au cours de mon mandat à la mairie de Volonne que lorsque l'on associe les gens, les différentes « parties prenantes » à la réflexion, cela permet de passer à l'action avec plus de force et de cohérence. Cette démarche est devenue pour moi une évidence.

Auprès des élus, faire participer les habitants, les professionnels, toutes les parties prenantes, aux réflexions et aux actions, devient une condition essentielle pour faire évoluer durablement notre territoire.

Les territoires les plus engagés se sont dotés de conseils de développement ou autres formes d'espaces participatifs, ils pratiquent la concertation, les plus connectés utilisent maintenant des plateformes numériques participatives... La convention citoyenne pour le climat est emblématique de ces expériences démocratiques nouvelles pour donner plus directement la parole aux citoyens et citoyennes.

Sur notre département, nous devons tristement constater que nos conseils de développement ont difficilement passé le cap de la loi Notre et de la disparition des Pays. Il nous faut inventer de nouveaux espaces de participation et de respiration citoyenne au profit de l'efficacité de nos politiques publiques.

Pour que les habitants se sentent concernés, il est nécessaire qu'ils soient conviés à participer à des moments conviviaux d'échanges et de rencontres en dehors des temps de travail, moments festifs, moments d'information, moments d'échange et d'écoute active. L'intérêt des personnes peut aussi être suscité à travers des appels à projets, des questionnaires, des temps de restitutions et de dialogue... Toutes ces initiatives font progresser les consciences citoyennes.

Les apports de chacun lors de ces temps de partage sont très divers et tous utiles: des contacts, un dossier, une idée, une réflexion, une aide logistique, à manger, à boire, sa bonne humeur, son écoute, sa bienveillance... Tant que ces temps ne sont pas entrés dans les habitudes, la mobilisation est difficile, mais en persévérant, les habitants prennent confiance et participent davantage.

Cette participation est un véritable enjeu pour nous tous. Elle doit figurer dans nos objectifs de gouvernance.

## **Un nouvel engagement**

### **Planifier et évaluer nos politiques**

En planification, nous sommes plutôt bons. Je ne compte pas les schémas directeurs, les feuilles de route, les programmes et plans d'actions qui sont votés par nos assemblées. Mais comment ces politiques sont-elles mises en œuvre ? Les objectifs de résultats sont-ils fixés, sont-ils atteints ?

Je considère qu'évaluer les politiques publiques est une exigence de notre démocratie moderne. Il est essentiel de mesurer et d'expliquer le sens et l'impact de nos actions. L'évaluation doit nous aider à orienter nos programmes et servir aussi à justifier du bon usage de l'argent public. Elle peut être aussi un facteur de motivation des agents qui apprécieront, par l'évaluation de leurs résultats, la pertinence de leur engagement.

Clairement, nous sommes en retard sur ces pratiques. Je n'ai pas constaté la moindre évaluation des programmes que portait notre département. Parfois, peut-être un peu d'auto-évaluation. Mais cette évaluation doit comporter une part d'indépendance pour être fiable, l'intervention d'un tiers, idéalement composé d'habitants, d'usagers... Nous en sommes très loin.

Il semblerait que ce soit politique et culturel : à l'inverse des pays anglo-saxons, plus avancés en la matière, nous donnons la primauté au combat des idées plutôt qu'à

l'épreuve des faits, plus d'intérêt à la définition des politiques qu'à leur mise en œuvre. C'est cela que nous devons changer, coupler notre passion pour les idées à la discipline des faits.

C'est un virage culturel que nous devons prendre. Pour cela nous devons accepter de débattre, ne pas profiter des évaluations pour polémiquer mais pour avancer par erreur-rectifications, tâtonnements, tests, dans un état d'esprit d'humilité et de respect à la fois.

A l'heure où nos ressources vont se raréfier, évaluer n'est plus un choix mais une nécessité. L'évaluation ne doit pas être complexe: la politique est-elle mise en œuvre? Comment l'est-elle? Quels sont ses effets? Qui en est bénéficiaire? Elle doit nous aider aux arbitrages budgétaires.

À titre d'exemple, le département a élaboré un PCET – Plan Climat Énergie Territorial en 2011. Il s'est fixé des objectifs d'émissions de gaz à effet de serre par rapport à 2007, avec une réduction de 20 % en 2020 et 35 % en 2030. Les énergies renouvelables devaient atteindre 1678 MW de puissance installée en 2020 et 1885 MW en 2030...

Qu'en est-il de l'atteinte de ces résultats en 2020?

Ont-ils été évalués, par qui?

Comment sont restitués ces résultats au élu et aux habitants?

Ce sujet est essentiel, novateur, il nous appartient de prendre désormais ce virage culturel de l'évaluation.

## Oser un projet ambitieux

Aujourd'hui, l'ambition de notre département est-elle vraiment lisible? N'a-t-on pas l'impression d'une gestion qui se contente d'expédier les affaires courantes?

J'ai pu lire ou entendre qu'il fallait réveiller notre département. Je le crois.

Nous pouvons faire le choix ambitieux d'**une ruralité modernisée**. Il faudra mettre en œuvre les nombreuses pistes d'action évoquées dans cet essai et plein d'autres d'ailleurs qui émergeront d'une saine émulation collective, d'idées remontées du terrain et de conseils éclairés par l'expérience.

C'est notre envie, notre courage et notre travail qui permettront de traduire cette vision en acte. Il ne s'agit pas de dépenser plus que ce que nous engageons actuellement, mais d'orienter mieux nos investissements en leur donnant plus de sens.

Cette ambition, c'est une envie impérieuse d'améliorer les choses et elle s'appuiera d'abord sur des femmes et des hommes engagés.

Sa finalité est claire : faire que nos monts, plaines et vallées restent des territoires de culture au sens agronomique et spirituel, des territoires d'emplois et d'entrepreneuriat responsable, continuent d'être des terres de solidarités, de hauts lieux de la biodiversité...

Bref, pour que notre département se révèle comme un territoire innovant et exemplaire d'une vie rurale épanouissante et de la transition écologique nécessaire à notre bien-vivre,

\*\*\*

Il est beau, il fait bon y vivre, il a plein d'atouts :  
**notre département est une pépite.**

Unissons-nous pour le servir.

"Nous", ce sont toutes les femmes et les hommes qui l'habitent.

Nous pouvons le servir par nos fonctions, que nous soyons entrepreneurs, engagés associatifs, artistes, sportifs, actifs ou retraités, travailleurs sociaux, élus, préfets...

...et avant tout, par notre nature d'êtres humains.

Mettons notre humanité au service de notre territoire.



# MES ENGAGEMENTS

Je termine cet essai par une présentation de mes différents engagements : professionnels, citoyens et politiques.

## **Un socle de formations et d'expériences professionnelles**

Après une double formation d'ingénieur généraliste – avec une spécialité « *procédés et environnement* » – et de management des entreprises, je n'ai jamais vraiment cessé de me former et je reste éveillée aux innovations, notamment sociétales. Ce goût d'apprendre m'a permis d'élargir mes connaissances et d'aborder des univers nouveaux.

À la fin de mes études d'ingénieur, l'entreprise Sanofi m'a proposé d'intégrer l'une de leurs deux usines du sud-est, j'ai choisi celle des Alpes de Haute-Provence, ce stage s'est prolongé en CDI. Fraîchement mariée, avec Damien nous avons décidé que c'était là que nous allions vivre. Il y a 25 ans, en 1996, nous nous installions à Salignac. Au terme de ma formation en management des entreprises, après quatre années intenses dans l'entreprise Sanofi en pleine évolution, j'ai souhaité partir. Cette formation en alternance m'ouvrait sur le monde de l'entrepreneuriat, j'avais besoin de nouveaux challenges et Sanofi a proposé de me soutenir en essaimage. Je démarrai Qualiance, conseil en qualification des installations industrielles. Cela m'a occupée quelques années, je suis devenue formatrice, je voya-

geais en France, en Europe, trop loin de ma famille. C'était intéressant mais j'ai voulu relocaliser mon activité près de chez moi, auprès de mes quatre jeunes garçons.

J'ai pu évoluer vers le conseil en stratégie de développement économique des territoires. En étudiant les alternatives à la réduction de voilure de Total-Arkema à Saint-Auban, je côtoyais de nombreux acteurs industriels, institutionnels et politiques du territoire. C'est le moment où j'ai approfondi ma connaissance du tissu économique et des dynamiques de notre département, son potentiel dans le développement des énergies nouvelles et fait le choix d'y consacrer mes réflexions et mes actions. J'ai eu par la suite l'occasion de travailler sur le territoire du Pays de Forcalquier et de la Montagne de Lure, d'approfondir les thématiques des saveurs et senteurs, l'économie créative, l'économie sociale et solidaire, et plus globalement les dynamiques économiques dans les territoires ruraux.

Cet investissement m'a conduit, en 2009, au Conseil Régional PACA où j'ai été Chef de Projet pour l'élaboration de notre Stratégie Régionale d'Innovation puis chargée de l'accompagnement du développement économique des territoires alpins (04-05-84). Ce fut une expérience enrichissante pour comprendre, de l'intérieur, le partage des compétences entre les collectivités et leur fonctionnement interne.

Pendant deux ans je descendais chaque jour à Marseille en train, 2 heures le matin et 2 heures le soir, c'était épuisant et j'ai voulu à nouveau me rapprocher de mon lieu de vie.

Mes contacts privilégiés avec la CCI des Alpes de Haute-Provence m'ont permis de monter rapidement un dossier de reprise d'entreprise. Ce fut l'épisode Urb'Alp – urbanisme et maîtrise d'œuvre. D'abord en binôme avec le cédant puis avec l'équipe que nous avions étoffée et en partenariat avec des architectes, nous avons mené des missions de maîtrise d'œuvre pour réaliser des bâtiments à haute qualité environnementale à travers le département. Ce fut l'occasion de rencontrer et collaborer avec de très nombreux acteurs du « bâtir durable » et de travailler avec de nombreuses collectivités locales. Cette expérience m'a permis de compléter ma vision de l'aménagement durable d'un territoire, à travers le bâtiment et l'urbanisme.

## **Un socle d'engagement social et citoyen**

Mon mari et moi sommes issus de familles nombreuses. Notre attachement à la famille est une de nos valeurs, un socle de base.

Quand j'étais enfant dans la ville de Bagneux où j'habitais, on ne connaissait pas nos voisins et cela m'a plus tard interpellée. J'ai apprécié, en arrivant à Volonne, avoir des liens avec les habitants de mon village, mes voisins, les parents à l'école, les commerçants, les gens dans la rue, les moments festifs partagés. J'aime ce lien avec les gens qui m'entourent au quotidien, dans toute leur diversité.

J'ai pu approfondir ce lien en m'impliquant dans la vie associative locale lorsque je suis arrivée à Volonne: Renaissance Saint-Martin pour le patrimoine,

Volonne Initiatives, la crèche, l'ADMR, la Maison des Quatre Coins, l'Envol – *association des commerçants...* J'ai aimé me sentir utile aux projets de groupe, initier le marché de la création, contribuer au dynamisme du village. Plus tard, il y a eu aussi le conseil de développement du Pays Durance Provence... Mon goût des gens, du lien social, s'est renforcé.

C'est par la voie de cet investissement associatif que j'ai été sollicitée pour découvrir ce qu'était une municipalité. Progressivement je suis passée d'un investissement associatif et citoyen à un investissement citoyen pour la commune. Sans véritable culture ni idéologie politique, je me suis retrouvée tête de liste aux élections municipales de 2008. Notre liste n'a pas été élue mais cela a été une expérience très enrichissante.

J'ai appris en marchant. Les échecs sont toujours un peu douloureux, mais je considère qu'ils ont joué un rôle important dans mes apprentissages. Plutôt entrepreneure, j'ai appris à oser, à tester, je fais des essais et je tire des leçons. J'insiste d'ailleurs beaucoup auprès des équipes que j'accompagne sur l'importance de ne pas s'empêcher par peur de ne pas réussir, de se donner les moyens d'avancer, d'expérimenter, puis d'analyser et ajuster si besoin. Notre monde a besoin de cette agilité pour se transformer.

## **Un socle d'engagement écologique et politique**

Après cette première expérience de 2008, 100 % citoyenne, j'ai éprouvé le besoin de préciser mon idéologie. Lorsque l'on me posait la question, je ne savais pas vraiment me situer politiquement. De façon un peu scolaire, je suis allée sur Internet et j'ai décortiqué les programmes d'une douzaine de partis politiques français. La proposition de Cap 21, fondé par Corinne Lepage, me correspondait le mieux. J'ai pris conscience de ma fibre écologique, mis des mots sur ma nature profonde et sur ma sensibilité. J'ai voulu découvrir la politique en adhérant à Cap 21 qui s'est ensuite rapproché du Modem.

Pour les élections régionales de 2010, j'étais favorable à la dynamique de regroupement des écologistes lancée suite aux européennes de 2009 et, via Cap 21, j'ai été entraînée dans le mouvement Europe Écologie Les Verts. Ce type d'expérience initie à la vie politique. Après les régionales 2010, j'ai côtoyé le mouvement écologiste départemental, participé à des réflexions, des débats sur les mobilités, la gestion des déchets, les circuits courts... au cours notamment de périodes électorales dont les cantonales de 2011. À partir de 2012, j'ai mis cet engagement politique entre parenthèses, préférant travailler sur un essai que j'avais baptisé « Vivre autrement dans les Alpes de Haute-Provence », qui n'alla toutefois pas à son terme mais me permit d'approfondir ma connaissance des enjeux globaux et territoriaux d'un développement soutenable.

Après ce temps de réflexion, j'ai eu envie de trouver des moyens de poser des actes qui vont dans le sens de ce développement soutenable, à travers mes activités professionnelles, associatives et mon engagement public local.

En 2014, avec l'équipe « Energie Volonne », nous avons été élus à Volonne. Nous avons pu œuvrer ardemment pour notre village. J'aime être dans l'exécutif pour travailler et faire évoluer les pratiques. C'est toutefois dans une approche des petits pas, humblement, comme le colibri qui fait sa part. Nous avons été plutôt efficaces dans notre action communale, réalisé des projets importants pour la vitalité de notre village et parfois nous sommes allés plus loin que ce qui était prévu, dans le sens de mes idéaux de développement durable.

En 2017 j'ai lu le livre-programme d'Emmanuel Macron et j'ai apprécié sa vision du monde et son projet : libérer et protéger. Je me suis reconnue dans son diagnostic, son projet, sa conscience et son ambition écologique, et sa méthode, celle de la grande marche et de l'écoute des citoyens. Sa vision m'a donné envie d'adhérer à la République en Marche et de participer à faire advenir et vivre ce projet. Séduite aussi par l'idée du dépassement, du principe d'ouverture à travailler avec tous ceux qui ont la volonté de faire progresser notre territoire.

Les clivages politiques furent sans doute utiles mais l'époque actuelle qui les gomme, plus pragmatique, moins dogmatique, me va bien.

Aujourd'hui, je me sens progressiste, écologiste, surtout passionnée par mon département et en situation d'agir.

## **En conclusion**

*Diriger, c'est se dévouer à une idée,  
à un rêve, à une vision de ce qui peut advenir.*  
Benazir Bhutto

Ici s'achève cet essai, ma vision livrée à votre analyse.

Une réflexion, humble et audacieuse à la fois, qui éclaire le projet et l'espoir que je porte pour notre département.

Le récit de ma vocation à accompagner notre territoire vers ce que le XXI<sup>e</sup> siècle et notre engagement peuvent offrir de meilleur à une vie harmonieuse bas-alpine.

Mon envie de mettre ce projet en œuvre.

*Irrésistiblement Vôtre.*

## Table des matières

<b>Préface Joël Giraud</b>	<b>3</b>
<b>Préambule</b>	<b>7</b>
· NOTRE MONDE CHANGE	7
· LA NOTION DU BONHEUR A CHANGÉ	8
· NOS PRIORITÉS ONT CHANGÉ	10
· NOTRE DÉPARTEMENT AU CŒUR DE CES CHANGEMENTS ?	12
<b>Une vision : notre territoire a 40 ans d'avance</b>	<b>15</b>
BIEN VIVRE DANS NOS ALPES DE HAUTE-PROVENCE	15
DES FRAGILITÉS À TRANSFORMER	17
· Des tensions sociales qu'il faut entendre	17
· Une crise sanitaire qui nous sidère	20
· Des collectivités qui peinent à investir et qu'il faut soutenir	24
· Les enjeux globaux environnementaux qui nous dépassent... mais nous rattrapent !	27
· Des emplois à créer...	33
· Une attractivité actuellement sélective	36
· Un territoire où tout est loin	37
· L'enjeu essentiel de la mobilité	39
· Une fracture numérique à résorber	41
DES ATOUTS POUR « BIEN VIVRE » ICI	44
· Un territoire social à taille humaine	45
· Un lieu de nature préservée	49
· Des sources d'énergie diversifiées	53
· La Vallée des Énergies Nouvelles	56

UN DÉPARTEMENT IRRÉSISTIBLE	60
· Un territoire, modèle de durabilité... sans le savoir?	60
· « Irrésistiblement vôtre »	62
· De la vision à l'action	63
<b>Une Expérience : Volonne</b>	<b>65</b>
· Volonne - Un village à redynamiser	65
· Une gestion rigoureuse pour rendre le projet possible	68
· Un investissement utile et durable... indispensable	71
· Une opération menée tambour battant...	73
· S'engager pour sa commune, un acte d'humanité avant tout	75
<b>Pour un territoire de progrès : une nouvelle façon d'agir</b>	<b>81</b>
· De nouvelles méthodes de travail	82
· Travailler en équipe	82
· Coopérer entre les territoires	84
· Mobiliser toutes les énergies	86
· Un nouvel engagement	90
· Planifier et évaluer nos politiques	90
· Oser un projet ambitieux	92
<b>Mes engagements</b>	<b>95</b>
· Un socle de formations et d'expériences professionnelles	95
· Un socle d'engagement social et citoyen	97
· Un socle d'engagement écologique et politique	99
<b>• En conclusion</b>	<b>101</b>
<b>• Remerciements</b>	<b>105</b>



Je dédie ce livre

**À vous, bas-alpines et bas-alpins.**

**À l'un d'entre nous en particulier : notre député.**

Je te remercie, cher Christophe, de m'avoir donné envie, il y a une douzaine d'années, de m'investir dans la vie publique.

**À mes fils**, Clément, Esteban, Ange et Elian.

C'est pour vous et avec vous et votre génération, mes trésors, que nous devons faire notre part pour une planète vivable, pour un territoire désirable.

**Et à mon père...**

Tu vois papa, je suis allée au bout 😊.

Je remercie Frédéric Banda pour son soutien et son professionnalisme qui ont largement contribué à la maturation de cette longue écriture - *bandafrédéric.fr*

Je remercie les précieux relecteurs de l'ouvrage, Guillaume, Marion, Joël, Annie et Christian, Damien et Clément, qui en ont aussi enrichi l'écriture.

Je remercie enfin notre Secrétaire d'État chargé de la Ruralité, Joël Giraud, pour ses mots qui m'ont beaucoup touchés et m'encouragent à avancer.

Plutôt ravie et honorée, cher Joël, que cet ouvrage t'ait « instruit ».... 😊.

Cet essai a été achevé d'imprimer par l'imprimerie de Haute-Provence en décembre 2020 à La Brillanne sur un papier certifié PEFC provenant de forêts durablement gérées.

© Sandrine Cosserat  
Dépôt légal : décembre 2020  
ISBN en cours

« Irrésistiblement Vôtre », est un projet pour ce département, les Alpes de Haute-Provence, où j'ai choisi de vivre.

Face aux défis écologiques, économiques et sociaux auxquels nous devons faire face pour préserver notre territoire et notre qualité de vie, je me suis engagée dans l'action publique en tant qu'élue. Avec toutes les parties prenantes, nous avons commencé à transformer Volonne. Et j'ai désormais une vision précise de ce que nous pouvons entreprendre tous ensemble – citoyens, entreprises, associations, pouvoirs publics – pour induire une évolution positive et durable de nos vallées, de nos monts et plaines, de notre département. C'est avec toutes nos énergies humaines et celles que nous fournit notre environnement que nous pourrons assurer à toutes et tous, un avenir sobre et heureux!

Sandrine Cosserat vit depuis 25 ans dans les Alpes de Haute-Provence.

5 €

Décembre 2020

Collectif

Ruralité connectée

Solidarités

Attractivité

Transition écologique

Énergies nouvelles

Engagement

Territoires